



**Retour sur les leçons tirées des expériences issues du portefeuille SIP sur la gestion durable des terres en Afrique subsaharienne dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - Cadre de partenariat TerrAfrica**

Contrat de Consultation n° NER/007/ADM/15.



**Abdoulaye Sambo Soumaila, Consultant Economiste et Spécialiste GDT**  
Tél : (00 227) 92 44 06 67 / 93 93 35 99 / 94 94 61 81 / 96 75 70 88  
Email : [leffnig@yahoo.fr](mailto:leffnig@yahoo.fr)

Septembre 2015

## Sommaire

Acronymes.....	4
Résumé.....	6
Introduction.....	9
Première partie : Contexte et expériences des projets.....	11
1. Contexte / Aspects généraux .....	11
2. Expériences des projets.....	18
a. Projet de Lutte Contre l'Ensamblage des Cuvettes Oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné soroa (PLECO) -PIS/FEM n° 3381- .....	18
b. Programme d'Action Communautaire Phase 2 (PAC II) – PIS/FEM n° 3382- .....	21
c. Projet d'Initiative pour la Réhabilitation et le Développement Agricole et Rural (IRDAR)/PASADEM – PIS/FEM n° 3383-.....	23
d. « Monitoring Carbon and Environmental and Socio-Economic Co-Benefits of BioCF Projects in SSA » .....	25
Deuxième partie : Evaluation des pratiques de GDT.....	26
1. Analyse des leçons et des apprentissages (positifs et négatifs).....	26
a. Interventions GDT .....	26
b. Durabilité .....	26
c. Reproductibilité.....	27
d. Développement/démultiplication.....	27
e. Gestion des connaissances.....	28
f. Développement des capacités .....	29
2. Présentation de “bonnes pratiques”, ou “d'interventions à éviter” .....	29
a. Bonnes pratiques du PLECO .....	30
b. Bonnes pratiques du PASADEM .....	31
c. Bonnes pratiques du PAC II .....	31
3. Sélection et présentation d'innovations .....	32
Troisième partie : Conclusions et Recommandations.....	34
1. Recommandations.....	34
2. Conclusions.....	35
Bibliographie.....	37
Annexes .....	40
Annexe 1: Liste des interventions GDT mises en œuvre, testées, ou pilotées dans le pays dans le cadre des projets SIP/TerrAfrica .....	40
Annexe 2: Détail sur les bonnes pratiques documentées en utilisant l'approche ILEIA et FAO.....	42
a. Fiche technique de l'étude de cas sur la Lutte contre l'ensablement de la cuvette dans les régions de Diffa et de Zinder (PLECO) .....	42
b. Fiche technique de l'étude de cas sur la régénération naturelle assistée dans la région de Maradi (PASADEM).....	42

Annexe 3 : détail sur les innovations documentées (en utilisant la méthode proposées par le projet SIP SCI-SLM projet).....	43
a. Fiche technique de l’approche Champs Ecoles Paysans .....	43
Annexe 4: Tableaux (provisaires) résumés sur les projets SIP.....	44
a. Annexe 4.1 : Tableau synthétique de présentation des principales caractéristiques des projets du portefeuille PIS/TerrAfrica .....	44
b. Annexe 4.2 : Tableau d’identification des bonnes pratiques et des innovations du PLECO (document 2).....	56
c. Annexe 4.3: Tableau d’identification des bonnes pratiques et des innovations du PASADEM (document 2).....	64
d. Annexe 4.4 : Tableau d’identification des bonnes pratiques et des innovations du PAC II (document 2).....	74
Annexe 5: Rapport de mission dans les régions de Maradi et de Zinder .....	74

Centre de collecte de Dargué (Commune de Chadakori, Département de Guidan Roundji, Région de Maradi, PASADEM), juillet 2015



## Acronymes

<b>AREN</b>	Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger
<b>CCA</b>	Cellule Crises Alimentaires
<b>CES/DRS</b>	Conservation de l'Eau et des Sols/Défense et Restauration des Sols
<b>CILSS</b>	Comité Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
<b>CNSEE</b>	Centre National de Surveillance Ecologique et Environnementale
<b>COFO</b>	Commission Foncière
<b>COFODEP</b>	Commission Foncière Départementale
<b>COGES</b>	Comité de gestion
<b>CS-GDT</b>	Cadre Stratégique de Gestion Durable des Terres
<b>DDE</b>	Directeur Départemental de l'Environnement
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organisation (Système des Nations Unies)
<b>FEM</b>	Fond de l'Environnement Mondial
<b>FIDA</b>	Fond International pour le Développement Agricole
<b>GDT</b>	Gestion Durable des Terres
<b>GRN</b>	Gestion des Ressources Naturelles
<b>IADM</b>	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
<b>ICRAF</b>	International Center for Research in Agroforestry
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>INRAN</b>	Institut National de Recherche Agronomique du Niger
<b>IRDAR</b>	Initiative pour la Réhabilitation et le Développement Agricole et Rural
<b>NEPAD</b>	Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique
<b>OCB</b>	Organisation Communautaire de Base
<b>PAC2</b>	Programme d'Action Communautaire Phase II
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial (Système des Nations Unies)
<b>PASADEM</b>	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement de la région de Maradi
<b>PIA</b>	Plan d'Investissement Communal
<b>PDC</b>	Plan de Développement Communal
<b>PDES</b>	Plan de Développement Economique et Social
<b>PIS</b>	Programme d'Investissement Stratégique
<b>PLECO</b>	Projet de Lutte Contre l'Enlèvement des Cuvettes Oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné-soroa
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPILDA</b>	Projet de Promotion des Initiatives Locales dans le Département d'Aguié
<b>PSTE</b>	Pays Pauvres Très Endettés

<b>PTFs</b>	<b>Partenaires Techniques et Financiers</b>
<b>RNA</b>	Régénération Naturelle Assistée
<b>SDR</b>	Stratégie de Développement Rural
<b>SRP</b>	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>SDRP</b>	Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté
<b>UNCCD</b>	United Nations Conference to Combat Desertification
<b>VIPAF</b>	Valorisation des Initiatives de Production Agro-Forestière

Site de lutte contre le sida cordifolia (Dan Kada, commune d'Aguié, Département d'Aguié, Région de Maradi, PASADEM) juillet 2015



## Résumé

La revue détaillée au Niger des projets du portefeuille du Programme D'Investissement Stratégique (PIS)/TerrAfrica, dont l'objectif est de mettre en évidence les leçons, en particulier celles des sites pilotes et de démonstration, pour mieux comprendre les opportunités et défis de la mise à l'échelle de la gestion durable des terres (GDT), a été exécutée par l'équipe de consultants (Abdoulaye Sambo Soumaila, et Domitille Vallée) en trois étapes à travers (i) un atelier de lancement réunissant les trois projets et des représentants de la plateforme GDT organisé à Niamey le 22 juillet 2015, (ii) une mission de terrain réalisée dans les régions de Maradi et de Zinder du 23 au 27 juillet 2015 accompagnée d'un atelier de restitution des résultats de la mission de terrain (28 juillet 2015 à Niamey) auprès des projets, de la plateforme GDT et de partenaires de financement actifs dans le secteur de la GDT, et (iii) des travaux complémentaires de recherche documentaire à Niamey.

Quatre projets composent ce portefeuille dont trois à exécution nationale et un mis en œuvre directement par la Banque mondiale à Washington, avec théoriquement des activités au Niger. La revue détaillée n'a pas concerné ce dernier projet sur lequel aucune information n'a pas pu être trouvée.

Ces projets du portefeuille du PIS/TerrAfrica ont été exécutés dans un contexte national caractérisé d'une part par une forte croissance démographique, une insécurité alimentaire quasi-chronique, une accélération de la dégradation des terres et une généralisation de la pauvreté malgré d'importants efforts d'investissement dans la GDT au cours de ces quatre dernières décennies. D'autre part, ils ont été marqués par (i) une conjoncture nationale et internationale favorable à la mobilisation d'importantes ressources d'aide publique au développement pour répondre efficacement à ces défis socio-économiques et environnementaux, et en réponse à ce contexte, par (ii) l'élaboration du CS-GDT et l'exécution du PDES 2012-2015 qui définit les nouvelles orientations stratégiques nationales en matière de GDT auxquelles ils répondent parfaitement à travers leurs diverses expériences :

- ✓ Le PLECO, qui clôturera ses activités en décembre 2015, réalise la récupération, la protection et l'exploitation durable des cuvettes oasiennes dans les départements de Gouré (région de Zinder), Goudoumaria et Maïné soroa (région de Diffa) avec une technologie de stabilisation des dunes constituée de traitements mécanique et biologique et une approche axée sur l'implication de toutes les parties prenantes aux actions de GDT (communes, chefs traditionnels, services techniques, ONG/OCB, etc.).
- ✓ Achevé en 2012, le PAC phase 2, dont la zone d'intervention était constituée par 164 communes dans les huit régions du Niger, avait inscrit la mise en œuvre des interventions de GDT dans le cadre d'une approche programme qui transfère progressivement la maîtrise d'ouvrage aux collectivités locales conformément au code général des collectivités territoriales.
- ✓ Le projet IRDAR/PASADEM lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi à travers le renforcement des capacités productives locales et celles de mise en œuvre de la GDT par les communautés bénéficiaires (la clôture de ses activités est prévue en décembre 2015).

Dans cette perspective et sur la base des données collectées lors de la mission de terrain et des informations recueillies auprès de personnes ressources à travers des entretiens individuels ou lors des deux ateliers organisés à Niamey, il ressort trois principaux résultats :

- ✓ Concernant les leçons et apprentissages, les observations portent sur :
  - La parfaite maîtrise technique de la mise en œuvre des technologies de CES/DRS ;
  - Le faible degré de durabilité des interventions sans appui extérieur pour le moment ;
  - Une forte reproductibilité des technologies à l'exception des travaux de stabilisation des dunes ;

- Un développement/démultiplication favorisé par la mise en place de cadres d'organisation du secteur mais qui pourrait être remis en cause par la forte implication des actions d'urgence du PAM ;
  - La non durabilité des modalités de gestion des connaissances au sein des trois projets malgré des efforts consentis ;
  - La part importante allouée au renforcement des capacités dans la mise en œuvre des activités des trois projets ; mais, les approches de réalisation de ces programmes de renforcement des capacités présentent des insuffisances méthodologiques, et des lacunes en terme d'implication de certains acteurs.
- ✓ Sur l'identification des bonnes pratiques, malgré des résultats mitigés issus des tests des critères, il a été retenu les technologies et les approches suivantes :
- Au niveau du PLECO, les travaux de stabilisation des dunes sur le site de Yari et l'approche de suivi/évaluation sont considérés comme des bonnes pratiques de GDT. Mais, il a été noté que les actions d'intensification de l'exploitation des cuvettes sont un complément positif mais l'approche privilégiée avec utilisation de motopompes, de semences améliorées, d'engrais chimiques et de pesticides constituent des interventions qui créent une dépendance à l'aide extérieure et peuvent avoir des effets négatifs sur l'environnement et les ressources en eau.
  - Concernant l'IRDAR/PASADEM, les principales technologies mises en œuvre dans la région de Maradi sont considérées comme de bonnes pratiques de GDT : le Zaï sur les terres agricoles, les demi-lunes forestières sur les terres sylvo-pastorales, la régénération naturelle assistée sur les terres agricoles et sylvo-pastorales, et l'arrachage du Sida Cordifolia principalement sur les terres communautaires pastorales. Il a été souligné la nécessité pour le PASADEM d'appliquer l'approche programme avec délégation plus directe aux communautés (l'approche projet pourrait désormais être évitée).
  - Dans le cas du PAC II, la documentation disponible a permis de sélectionner la RNA accompagnée de plantation d'acacia senegal (gomme arabique) sur le site de Chabaré et l'approche de transfert de la maîtrise d'ouvrage aux collectivités territoriales pour la gestion des ressources naturelles comme de bonnes pratiques de GDT.
- ✓ A propos des innovations, le contexte d'économie de subsistance et l'application d'une approche projet ont peut être ignoré certaines innovations locales de GDT émanant des producteurs au profit principalement de mesures anti-érosives introduites. De telle sorte que, ce sont les projets qui jouent le rôle de forces motrices des transformations/adaptations. Ce sont les innovations sociales promues par les projets à travers leurs approches qui ont été déterminantes dans l'exécution de ces trois projets : les champs école (PASADEM), la plateforme de suivi/évaluation (PLECO) et le transfert de la maîtrise d'ouvrage aux communes (PAC II).

Ces résultats suggèrent des recommandations à l'endroit (i) de l'**Etat** pour une mise en œuvre accélérée du CS-GDT, (ii) **des Partenaires Techniques et financiers (PTFs) dont ceux du PIS/TerrAfrica en particulier** pour une adoption de l'approche programme et d'un transfert de la maîtrise d'ouvrage en matière d'investissement de GDT aux collectivités locales, (iii) **des collectivités locales** pour un renforcement de leurs capacités en matière de planification, de gestion et de suivi-évaluation des investissements de GDT, et (iv) **des producteurs et des communautés locales** pour une appropriation effective du processus de gestion des connaissances et de mise en œuvre des investissements de GDT.

En définitive, les expériences de GDT, issues de ces projets du portefeuille du PIS/TerrAfrica, ont contribué à l'application de bonnes pratiques et d'innovations sociales dans des régions qui demeurent encore caractérisées par l'insécurité alimentaire quasi-chronique, l'extrême pauvreté, la malnutrition infantile et la dégradation accélérée des terres. Le défi actuel des stratégies de GDT

réside dans l'inversion de ces tendances lourdes de long terme qui touchent plus de 60% des populations rurales et compromettent véritablement tout effort de développement.

Puits situé dans la cuvette de Riria (commune de Gouré, Département de Gouré, Région de Zinder), juillet 2015



Manioc cultivé dans la cuvette de Yari (commune de Gouré, Département de Gouré, Région de Zinder), juillet 2015



## Introduction<sup>1</sup>

Au Niger, le programme d'investissement stratégique pour la gestion durable des terres en Afrique sub-sahélienne (PIS)<sup>2</sup>, développé par le réseau du Fond de l'Environnement Mondial (FEM) sous la forme d'un portefeuille multi-agence dans 28 pays, a planifié et mis en place quatre opérations d'un montant total de 11,635 millions \$ us avec un cofinancement planifié de plus de 77 millions \$ us (réel ??):

- ✓ Le PIS/FEM n° 3381 intitulé Projet de Lutte Contre l'Ensamblage des Cuvettes Oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné soroa (PLECO) qui prendra fin en décembre 2015 ;
- ✓ Le PIS/FEM n° 3382 intitulé Programme d'Action Communautaire Phase 2 (PAC II) qui a achevé ses activités en 2012 ;
- ✓ Le PIS/FEM n° 3383 intitulé « Projet d'Initiative pour la Réhabilitation et le Développement Agricole et Rural (IRDAR) mis en œuvre par le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement de la région de Maradi (PASADEM) dont la composante FEM achèvera ses activités en décembre 2015 ;
- ✓ Le PIS/FEM n° 3872 intitulé « Monitoring Carbon and Environmental and Socio-Economic Co-Benefits of BioCF Projects in SSA » qui est un programme régional exécuté directement par la Banque mondiale à Washington, avec des composantes nationales prévues dont une au Niger.

Au terme de cette première phase initiale de mise en œuvre de ce programme d'investissement stratégique, les principaux partenaires du PIS/TerrAfrica souhaitent documenter les expériences des projets afin d'une part de mettre en évidence les leçons, en particulier celles des sites pilotes et de démonstration, et d'autre part de mieux comprendre les opportunités et défis de la mise à l'échelle de la gestion durable des terres (GDT).

Une première revue du portefeuille du PIS a consisté en une analyse macro des 36 interventions incluant une enquête en ligne réalisée en mai - juin 2015 (rapport disponible en version anglaise) : pour le Niger, une seule contribution a été observée. Sur la base des résultats de cette revue globale, il a été décidé de conduire une revue plus détaillée et plus exhaustive dans cinq pays sélectionnés du PIS dont le Niger<sup>3</sup> avec l'implication de toutes les parties prenantes locales. Celle-ci, qui a démarré au Niger le 21 juillet 2015, s'est traduite par :

- ✓ l'organisation à Niamey le 21 juillet 2015 d'un atelier de lancement de la revue chargé (i) de mobiliser les parties prenantes des quatre projets, en particulier les membres des comités de pilotage, autour des objectifs de la mission de consultation, et (ii) de compléter la collecte des données et des informations avec les acteurs nationaux et locaux de ces projets.
- ✓ la réalisation d'une mission de terrain du 22 au 27 juillet 2015 dans les régions de Maradi et Zinder –principaux sites d'exécution<sup>4</sup> du PASADEM et du PLECO- suivie d'une restitution des résultats au siège de la Représentation de la FAO à Niamey (Niger) le 28 juillet 2015.

---

<sup>1</sup> Nous tenons à remercier les coordonnateurs des projets PLECO et PASADEM et leurs équipes techniques respectives pour leur appui lors de la mission de terrain et leur contribution à l'atelier de lancement des activités de la revue détaillée des projets du PIS/TerrAfrica au Niger. Nos remerciements vont aussi au Coordonnateur national de la plateforme TerrAfrica/GDT, aux partenaires techniques qui ont accompagné la mission en participant aux différentes rencontres, et aux membres du personnel de la représentation de la FAO à Niamey qui n'ont ménagé aucun effort pour nous assurer des conditions satisfaisantes de travail.

<sup>2</sup> Ce portefeuille multi-agence a planifié et mis en place 36 opérations –au niveau national ou régional- auprès de ces 28 pays qui ont bénéficié de financement de près de 150 Millions de dollars us mobilisés à partir d'un cofinancement de 1,3 milliards de dollars us.

<sup>3</sup> Les quatre autres pays sont : Kenya, Ethiopie, Uganda, Sénégal

<sup>4</sup> Un site du PAC II a été visité dans la région de Maradi

- ✓ La poursuite des travaux de collecte de données sur les approches et technologies de GDT mises en œuvre par ces projets, d'identification et de validation, selon toujours une approche participative, des bonnes pratiques résultant de ces derniers, et de renseignement des fiches de présentation des études de cas.

Le présent rapport<sup>5</sup> dresse un bilan des résultats obtenus par cette revue détaillée au Niger et est structuré autour de trois parties principales :

- ✓ Une première partie présente le contexte socio-économique, écologique et environnemental de mise en œuvre de ces projets du portefeuille du PIS/TerrAfrica, et surtout leurs expériences respectives en matière d'application d'approches et de technologies de GDT ;
- ✓ Une deuxième partie est consacrée à l'analyse des leçons et apprentissages (positifs et négatifs), la présentation des « bonnes pratiques » et/ou « interventions à éviter », et à l'identification (sélection et présentation) des innovations issues de ces projets.
- ✓ Enfin, une troisième partie fait ressortir les principales recommandations et conclusions résultant des apprentissages.

Une expérience chinoise de fixation des dunes sur le site de Koublé Doki (Cuvette en cours de récupération par le PLECO dans la commune de Gouré, Département de Gouré, Région de Zinder), juillet 2015



Marché de bois dans le village de Dan Saga (Commune d'Aguié, Département d'Aguié, Région de Maradi), juillet 2015



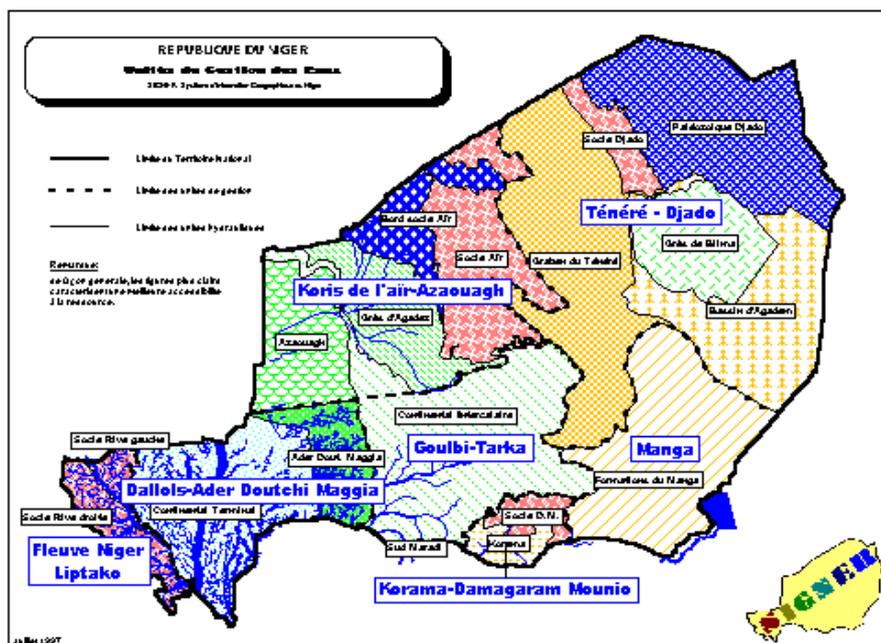
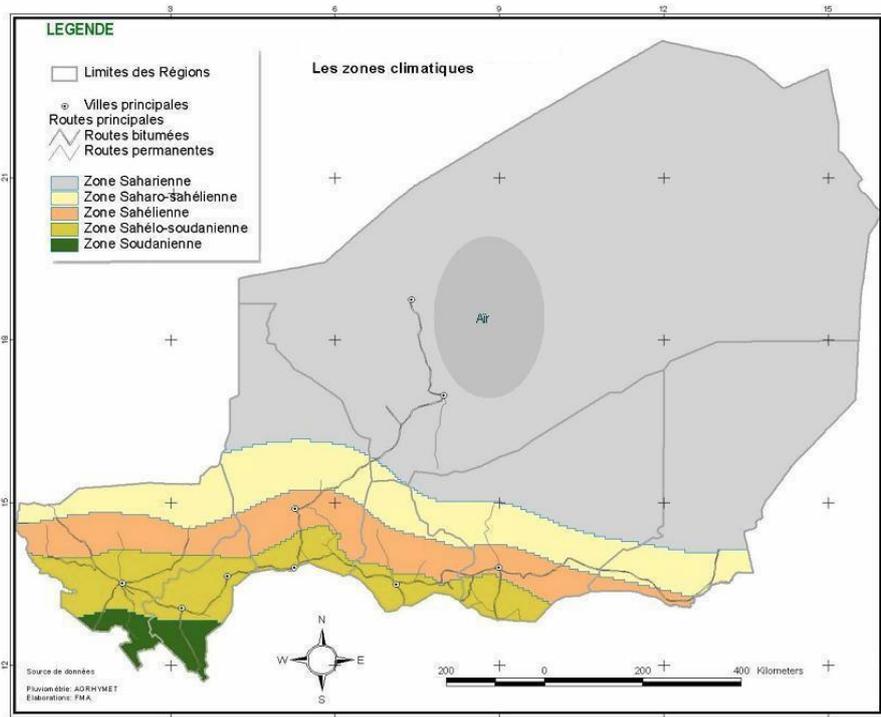
<sup>5</sup> Le rapport a été validé par toutes les parties prenantes aux trois projets.

# Première partie : Contexte et expériences des projets

## 1. Contexte / Aspects généraux

En 1960, la population de la république du Niger était estimée à 3 millions d'habitants avec une superficie de 1 267 000 Km<sup>2</sup> dont plus des deux tiers sont désertiques. Elle est de plus de 18 millions en 2014. Avec un taux d'accroissement démographique de près de 4 % par an (Données INS, 2014), les nigériens se compteront à près de 45 millions en 2035 c'est-à-dire plus d'un doublement en vingt ans. Près de 80% de cette population tirent leurs revenus de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat. Les capitaux principaux sinon exclusifs de ces systèmes de production sont les ressources naturelles, la force de travail des populations et leurs technologies.

Carte du Niger : zones climatiques et ressources en eau



Les ressources naturelles sont fragiles avec peu de terres arables et ressources en eau . La répartition dans le temps et l'espace des ressources en eau est irrégulière. Les ressources en eau souterraines sont imparfaitement connues, et encore peu exploitées. Cependant, on méconnaît les effets d'une exploitation plus importante au niveau du système aquifère. Un suivi serait nécessaire.

Une mutation profonde de cette structure rurale de l'économie du Niger est peu probable à l'échéance d'une génération. Jusqu'ici, pour répondre à la demande croissante de la consommation, et face à la faible productivité des itinéraires et équipements techniques de production, les stratégies dominantes ont été surtout l'extension de l'emprise agricole et la réduction de la jachère. Or, depuis les années 1970, plusieurs signes récurrents démontrent que les limites des performances de ces systèmes de production sont atteintes. D'abord, la fréquence et surtout la généralisation spatiale des déficits alimentaires sévères qui s'accroissent malgré l'abandon des cultures de rente (arachide et coton), le triplement des superficies cultivées entre 1960 et 2010 et la réduction de la durée moyenne de la jachère de 7 ans à moins de 3 ans. Les rendements moyens de production en mil et sorgho ont décru de 520 kg/ha avant 1965 (SEDES, 1987) à moins de 200 kg/ha entre 2000-2010 (INS, 2012). La déforestation était estimée à 200 000 hectares par an (SEDES, 1987) alors que les efforts annuels de reboisement au cours de la même période concerneraient moins de 2% de cette superficie. Les plans d'eau de surface passent d'une moyenne annuelle de 400 000 ha en 1960 à 70 000 ha en 1991 (Plan National de Lutte Contre la Désertification, 1991), avec en aval, toutes les modifications négatives des régimes hydrologiques et leurs impacts à la baisse sur la recharge des nappes phréatiques. Aussi bien en ville qu'en zones rurales l'alimentation en eau et en bois d'énergie pose des problèmes bien difficiles à résoudre.

Cette analyse démontre de manière explicite qu'aucun scénario réaliste de développement socio-économique du Niger ne saurait s'affranchir de la nécessité de faire évoluer les technologies d'exploitation des ressources naturelles en outils de gestion conservatoire plus durable. La promotion des technologies et approches de GDT constitue donc incontestablement l'unique cadre stratégique capable d'engendrer l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre de nigériens et la préservation durable des écosystèmes.

Sans nul doute, c'est la sécheresse de 1973-1974 qui sera déterminante dans l'évolution des approches de développement rural et provoquera le passage des logiques de protection à des stratégies de restauration tout azimut au cours de la période 1975-1986 d'abord avec les grands programmes publics soutenus à la fois par des efforts internes (manne financière de l'uranium) et externes. Après la phase de l'aide alimentaire massive d'urgence (1974-1975), des programmes dits «Projets Productivité» destinés à améliorer les performances des exploitations rurales seront mis en œuvre sur l'ensemble du territoire national : (i) d'abord des cultures intensives par irrigation sur les Aménagements Hydro-Agricoles dans les pôles à fortes potentialités naturelles que sont les vallées du fleuve Niger, de l'Ader-Doutchi-Magia, du Goulbi et de la Komadougou, (ii) ensuite avec la globalisation des contraintes (création du CILSS en septembre 1973 et réalisation de la Conférence des Nations Unies sur la Désertification à Nairobi en 1977), des programmes à objectifs intégrés centrés sur la lutte contre la désertification, et (iii) enfin la régionalisation des défis<sup>6</sup> conduira à la mobilisation d'importantes ressources de financement des investissements de GDT : Programme de Badaguichiri, Programme FAO du Projet Intégré Keita qui renforce sur le même modèle à partir de 1975, Programme de réhabilitation du Damergou (Zinder), Programme de fixation des dunes autour des cuvettes inter dunaires de Diffa et de Zinder, la diffusion dans la région de Maradi de techniques d'agro-foresterie par l'implantation de brise vents (Projet de Développement Rural Maradi) et de structures végétales de protection des berges, traitements des berges de koris dans la région d'Agadez, restauration des forêts (Projets forestiers PUSF et Banque mondiale) dans les régions de Dosso et de Tillabéry.

---

<sup>6</sup> Ce sera de ce processus que naîtront successivement le CILSS et la CNULCD

Cependant les effets escomptés sur le développement rural et particulièrement sur la dégradation des ressources naturelles et des productivités agricoles ont été bien limités<sup>7</sup> :

- ✓ Les «Projets productivité» avaient été ancrés à l'échelle régionale pour mieux s'adapter aux données locales d'un aménagement du territoire non défini ;
- ✓ Les aménagements hydro-agricoles se sont révélés comme des complexes technologiques difficiles à gérer de façon autonome par les producteurs. Ce constat concerne aussi les aménagements de CES-DRS réalisés par des investissements mécaniques lourds. Leurs difficultés de fonctionnement ont fortement limité les fonctions de pôles d'intensification agricole et de leviers de l'autosuffisance alimentaire qui en étaient attendus.
- ✓ La lutte contre la désertification a été illustrée essentiellement par des reboisements disséminés sur les terres marginales sans planification territoriale explicite et sans modalités de suivi. Ce faisant elle a peu motivé les paysans utilisateurs des ressources naturelles qui n'y ont pas retrouvé un intérêt individuel –en particulier dans les zones d'accès collectif.
- ✓ La plupart des projets de développement rural ont reproduit des schémas de gestion dont le fonctionnement bureaucratique englobait en moyenne nationale plus de 70% des budgets affectés. Ce faisant les investissements réels au niveau des terroirs et des unités de production sont insignifiants et les mutations technologiques attendues dans l'agriculture céréalière extensive (mil-sorgho) ont été à peine amorcées en dehors de quelques rares sites de l'Ader-Doutchi (Badaguichiri) concernant la conservation des eaux et des sols et les anciens bassins arachidiers (Maradi, Sud Zinder) quant à l'utilisation des engrais.

Dans ce contexte d'échec, un double facteur contribuera à réorienter les stratégies nationales de restauration des terres : (i) la mise en place des programmes d'ajustement structurel à partir de 1981 qui se poursuivront jusqu'au début des années 2000 avec leurs conséquences en termes de raréfaction des ressources financières de l'Etat provenant des aides bilatérales et multilatérales<sup>8</sup>, et (ii) les transformations institutionnelles résultant du processus de démocratisation amorcé suite à la conférence nationale de 1991 et des accords de paix de 1995 qui vont engendrer l'irruption de nouvelles structures dans le paysage des acteurs au développement, d'abord à partir de 1990 avec les ONG/Associations de développement créées par centaine/an, et enfin avec les collectivités territoriales à partir de 2004<sup>9</sup>. Cette réorientation sera axée sur :

- ✓ un effort d'intégration de la lutte contre la dégradation des ressources naturelles aux programmes globaux de développement rural;
- ✓ une indépendance fonctionnelle accrue des programmes par rapport aux structures techniques d'encadrement de l'état;
- ✓ une redéfinition des échelles territoriales et sociales d'intervention par la précision explicite des terroirs et groupes organisés de producteurs (coopératives, groupements) comme acteurs de référence;
- ✓ un effort de diffusion d'approches et techniques de conservation des eaux et des sols aux échelles territoriales pratiquées par ces acteurs.

---

<sup>7</sup> Le bilan critique des programmes de développement rural établi au cours du séminaire de Zinder (1982) par le Ministère du Plan était plus que mitigé. Il est cruellement confirmé en 1984-1985 par la révélation que les capacités internes de réponse aux sécheresses n'avaient pas suffisamment évolué depuis 1973-1974 malgré les investissements réalisés.

<sup>8</sup> La réduction des dépenses publiques s'est effectuée dans le secteur des investissements de l'Etat et la mobilisation des ressources s'est inscrite dans une optique de rééquilibre interne et externe (réduction significative de la dette publique (externe et interne).

<sup>9</sup> Les lois sur la décentralisation datent de 2002 et l'installation des conseils municipaux en 2004

Dans cette logique, les programmes régionaux renforcent leur rupture avec la gestion centralisée des services techniques d'encadrement de l'état, développent de multiples approches dites communautaires ou participatives centrées sur les terroirs. Les principaux programmes aux côtés de la référence nationale que constitue le Projet Intégré Keita sont : le Projet Agro-Sylvo-Pastoral Tillabéry Nord, le Projet de Développement Rural de Tahoua, le Projet d'Aménagement et de Gestion des Terroirs (Flingué, Torodi), les Projets d'Aménagement du Dallol (nord et sud), le Projet Basse Vallée de la Tarka, etc. Aussi, de nombreuses ONG développent des chantiers locaux plus ou moins ponctuels dans le temps et dans l'espace: SOS-Sahel (Zinder), Afrique Verte, CARE (Maradi), etc.

Jusqu'au début des années 2000, la faiblesse des ressources de l'Etat associée aux nouvelles orientations stratégiques des partenaires techniques et financiers relatives au rôle de l'Etat réduira progressivement sa participation directe dans les actions d'aménagement sur le terrain. Il faudra attendre l'atteinte du point d'achèvement des initiatives PPTTE et d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en 2002 pour permettre à l'Etat de retrouver la plénitude de ses capacités de financement des investissements et d'engager de vastes programmes de restauration des terres à travers notamment le Programme Spécial du Président de la République.

Aussi, dès la fin des années 1990, sur la base d'un constat d'échec des facilités d'ajustement structurel (de 1981 à 2011 au Niger) qui se sont traduites par un affaiblissement des capacités institutionnelles de l'Etat et, une généralisation et un renforcement de la pauvreté, des réflexions sont conduites à la fois aux niveaux national et international sur la double nécessité d'une mobilisation accrue des ressources d'aide au développement pour l'atteinte des objectifs du millénaire convenus lors du sommet mondial de septembre 2000 et d'une utilisation plus efficace de ces fonds d'aide. La Déclaration de Paris (février-mars 2005) constitue l'aboutissement de tous ces efforts et définit désormais les modalités d'acheminement et de gestion de l'aide au développement à travers cinq principes : l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle.

Ainsi, c'est cette nouvelle dynamique d'aide au développement qui déterminera les orientations stratégiques en matière de gestion durable des terres. Les efforts précédents ont été reconduits dans le cadre de la mise en œuvre de la SRP (2002-2015)<sup>10</sup> et de la SDRP (2008 - 2012) : la GDT devient l'instrument privilégié de lutte contre la pauvreté et de réalisation de la sécurité alimentaire. La structuration des acteurs s'est poursuivie activement avec la formulation du cadre stratégique pour l'investissement de la GDT (CS-GDT) qui « vise la mise en place d'un partenariat dynamique entre les différents acteurs et la mobilisation d'investissements adéquats et durables, en vue d'une amplification des initiatives et actions de gestion durable des terres ».<sup>11</sup> ; le PDES 2012-2015 renforce cette vision à travers deux de ses cinq axes stratégiques : (i) l'axe stratégique 2 « la création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et inclusif » qui considère officiellement la gestion des ressources environnementales et l'adaptation aux changements climatiques comme l'une de ces conditions, et (ii) l'axe stratégique 3 « la sécurité alimentaire et le développement agricole durable » ou imitative dénommée « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » - Initiative3N – dont l'objectif est de « renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles »<sup>12</sup>.

Les projets du PIS se sont inscrits dans le cadre de ces deux axes stratégiques du PDES 2012-2015 et répondent à des besoins spécifiques à leurs zones d'intervention respectives :

- ✓ le PLECO s'attaque à l'ensablement accéléré des cuvettes oasiennes dans les départements de Gouré, Goudoumaria et Maïné soroa (Est du Niger dans les régions de Zinder et de Diffa) à l'origine de la généralisation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire quasi chronique

---

<sup>10</sup> La SRP prend fin en 2007 suite à une révision du cadre stratégique et surtout des résultats insuffisants obtenus au cours de sa première phase.

<sup>11</sup> PDES 2012-2015, page130

<sup>12</sup> PDES 2012-2015, page 136

dans cette zone. Ce processus de dégradation des terres a fortement réduit les espaces agrosylvo-pastoraux et les ressources en eau (souterraine et de surface) exploitables, fait disparaître l'essentiel des espèces végétales locales, remis en cause toutes formes d'exploitation agricole et autres activités humaines de création de valeurs, et menace l'intégrité physique des hameaux/villages et des voies de communication.

- ✓ Le PAC II, résultat du positionnement de la Banque Mondiale « pour accompagner le Gouvernement dans ses efforts de renforcement de la gouvernance et des investissements dans le milieu rural »<sup>13</sup>, a été conçu pour contribuer à « la réduction significative de la pauvreté, à l'amélioration de la gouvernance locale à travers la responsabilisation des communautés et des communes, à l'amélioration de la gestion des écosystèmes, des ressources naturelles et des terres, et à l'augmentation du niveau de la sécurité alimentaire, éducationnel et sanitaire, pour stimuler ainsi la croissance économique »<sup>14</sup>. Etant de couverture nationale, le PAC II est intervenu dans 164 communes : 8 communes dans la région d'Agadez, 8 communes dans la région de Diffa, 24 communes dans la région de Dosso, 47 communes dans la région de Maradi, 24 communes dans la région de Tahoua, 24 communes dans la région de Tillabéry, 28 communes dans la région de Zinder et 3 communes dans la région de Niamey.
- ✓ l'IRDAR/PASADEM intervient dans la région de Maradi – la plus peuplée du Niger- qui, malgré sa part importante dans la formation de la valeur ajoutée brute dans le secteur agropastoral (principale productrice de céréales et de légumineuses au Niger), fait face depuis trois décennies à une généralisation de la pauvreté, à un déficit alimentaire et nutritionnel quasi-chronique, et une dégradation accélérée des terres. Ainsi, la composante FEM du PASADEM intervient principalement dans le renforcement des capacités institutionnelles et techniques en matière de GDT des communautés de l'ensemble des départements de la région de Maradi (promotion des bonnes pratiques et des leçons apprises).

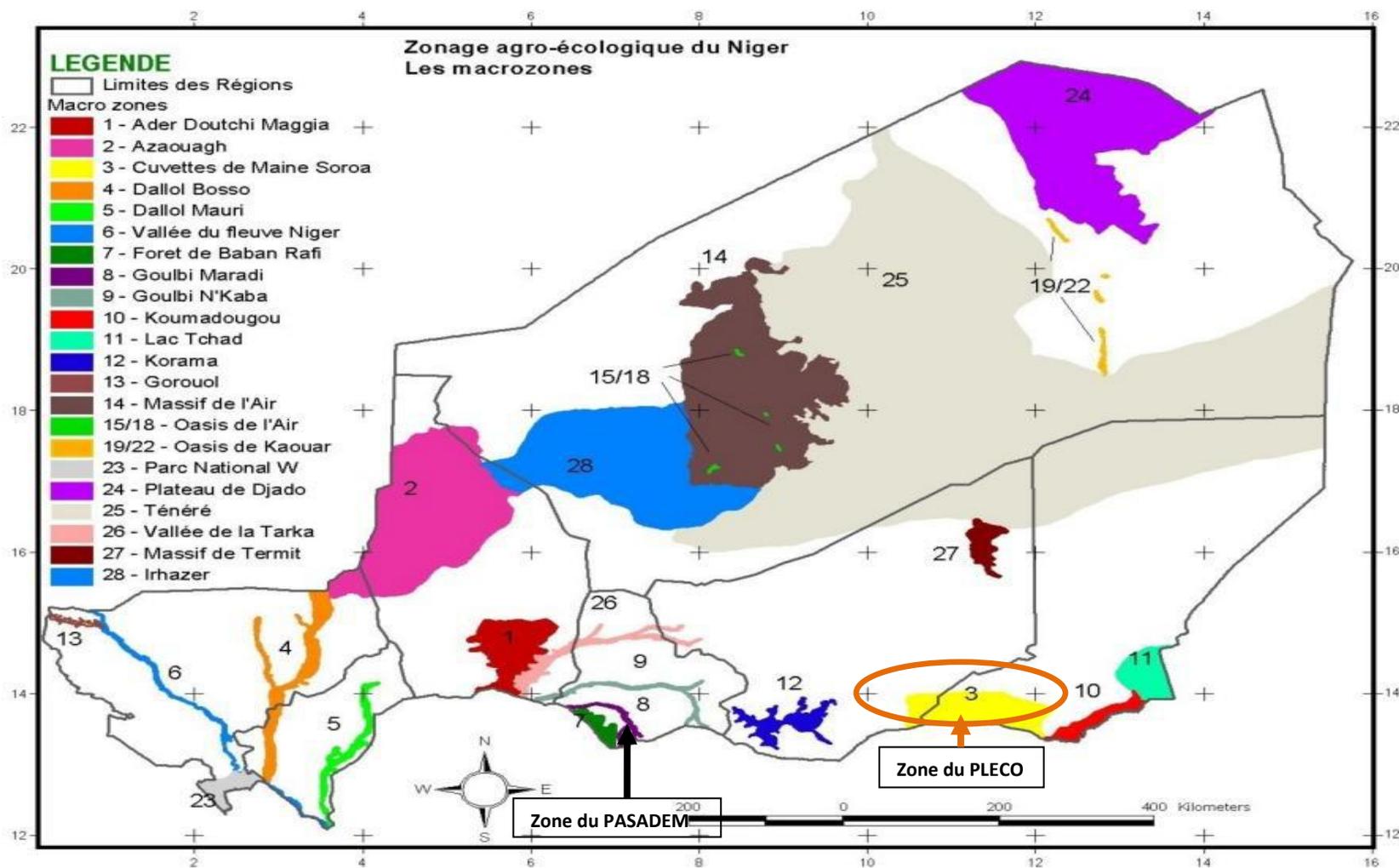
Populations peulhs pasteures longeant avec leurs troupeaux la cuvette de Koublé Doki en cours de récupération par le PLECO (commune de Gouré, Département de Gouré, Région de Zinder), juillet 2015



<sup>13</sup> PAC II : Rapport d'achèvement (des financements IDA et FEM), version finale, Décembre 2012, page 5

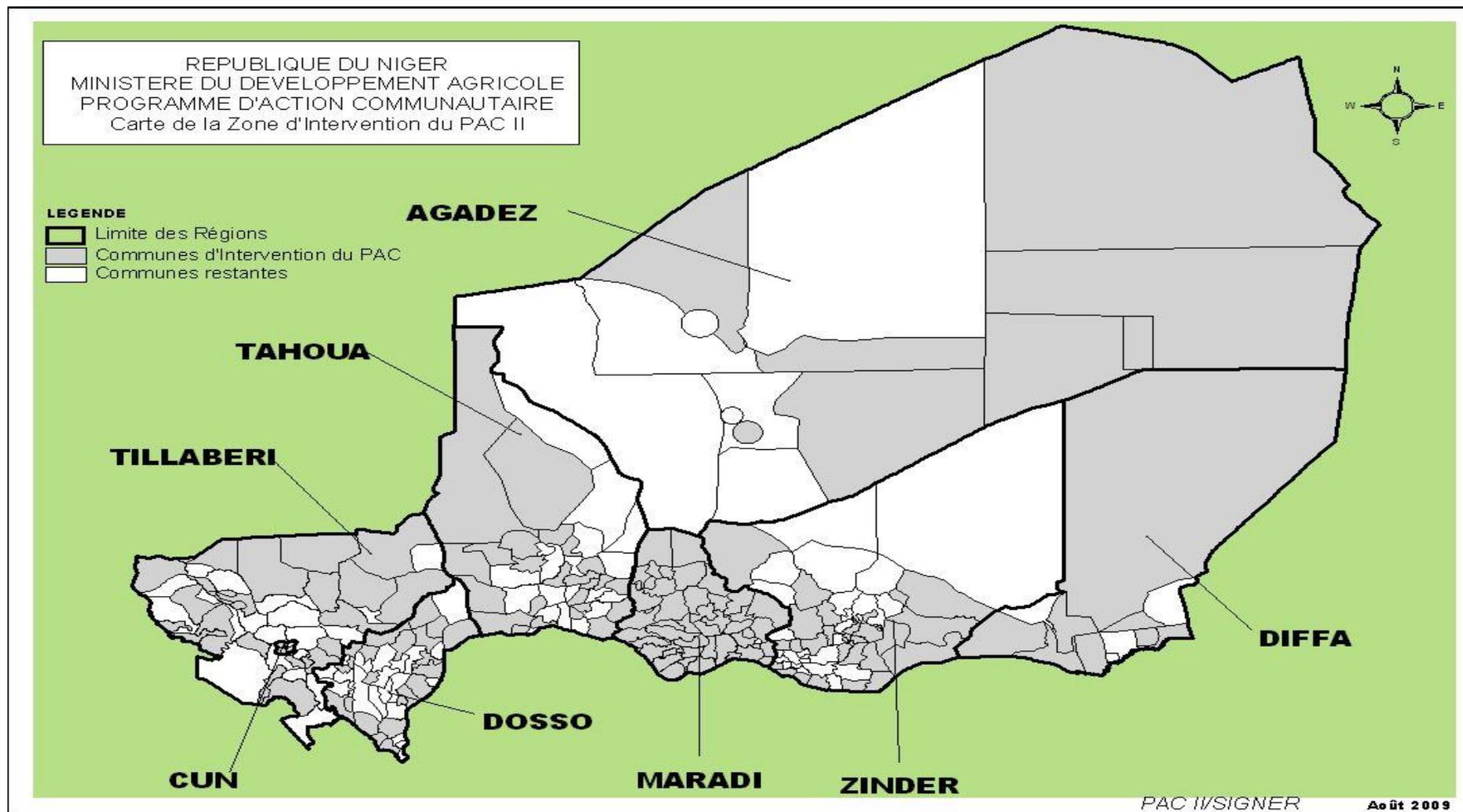
<sup>14</sup> PAC II : Rapport d'achèvement (des financements IDA et FEM), version finale, Décembre 2012, page 5

Carte 1 : présentation des zones d'intervention du PLECO et du PASADEM



Source : SDR, 2003

**Carte 2 : présentation des communes d'intervention du PAC II**



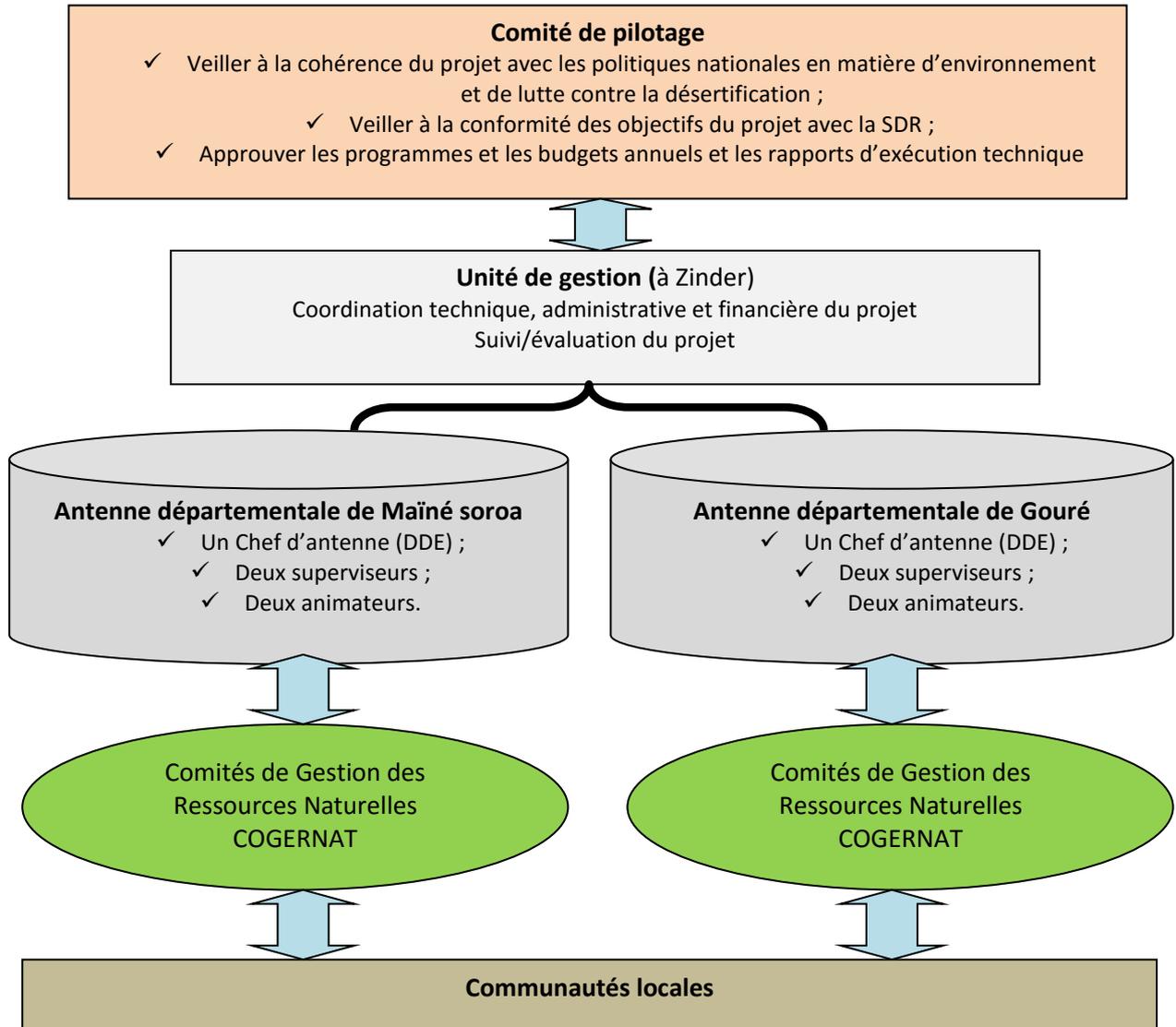
Source : PAC : rapport d'achèvement des financements IDA et FEM, décembre 2012

## 2. Expériences des projets

### a. Projet de Lutte Contre l'Ensamblage des Cuvettes Oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné soroa (PLECO) -PIS/FEM n° 3381-

Placé sous la tutelle administrative du Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement et ayant comme Agence d'exécution le PNUD, le PLECO est mis en œuvre par la Direction Générale de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DGE/EF). Sa structure organisationnelle s'appuie principalement sur les directions départementales de l'environnement et les structures locales de gestion (schéma 1 ci-dessous).

Schéma 1 : Organigramme du PLECO



#### Zone d'intervention

Le PLECO intervient dans les départements de Gouré, Goudoumaria<sup>15</sup> et de Maïné soroa :

- ✓ les communes rurales de Bouné, de Kellé, de Guidiguir, et la commune urbaine de Gouré (Département de Gouré, Région de Zinder),

<sup>15</sup> Le Département de Goudoumaria a été créé par la loi n° 2011-22 du 8 août 2011 qui érige tous les postes administratifs en département ; auparavant, il était rattaché au département de Maïné soroa

- ✓ les communes rurales de Goudoumaria, de N'Guel Beyli, de Foulatari, et la commune urbaine de Mainé soroa (Département de Mainé soroa, Région de Diffa).

### Durée/Objectifs

Avec une durée de cinq ans (2011-2015), le PLECO a pour objectif général de contribuer à la mise en œuvre d'une gestion durable des terres et des ressources en eau en vue d'améliorer les moyens d'existence et les revenus des populations.

Plus spécifiquement, il a pour objectif de protéger durablement l'intégrité des cuvettes oasiennes et d'améliorer à moyen et long terme la productivité agro-sylvo-pastorale des écosystèmes dans sa zone d'intervention.

### Activités

Les activités du PLECO sont structurées autour de quatre composantes :

- ✓ Composante 1 : Amélioration des pratiques locales de gestion des terres et des écosystèmes
- ✓ Composante 2 : Renforcement des capacités des institutions et des communautés locales pour la GDT ;
- ✓ Composante 3 : Système de suivi des phénomènes d'ensablement et de dégradation des terres ;
- ✓ Composante 4 : Gestion du projet

### Approche de mise en œuvre

L'approche de mise en œuvre des activités du projet repose sur les caractéristiques suivantes :

- ✓ vision intégrée prenant en compte toutes les dimensions sociale, économique, écologique et environnementale de la GDT ;
- ✓ implication active des populations bénéficiaires dans les prises de décision et responsabilisation de toutes les parties prenantes (services techniques de l'Etat, mairies, société civile, autorités coutumières, etc.) dans l'exécution des activités ;
- ✓ la méthode du « faire-faire » qui crée et favorise l'émergence des compétences locales et assure la pérennisation des résultats atteints.
- ✓ La combinaison des interventions d'urgence (cash for work ou cash for assets à court terme avec le PAM) et de développement

### Résultats attendus/Résultats atteints

Résultats attendus	Résultats atteints
7 510 ha protégés autour des cuvettes et sur les espaces sylvo pastoraux	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Protection de 44 cuvettes et villages correspondant à la stabilisation de 3952 ha</li> <li>✓ Fixation mécanique et biologique de 5310 ha de dunes ;</li> <li>✓ Plus de 3 074 000 plants produits et plantés ;</li> </ul>
90 sites d'expérimentation et de démonstration de bonnes pratiques agricoles et pastorales	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 9 sites de démonstration pour la régénération naturelle installés</li> </ul>
Au moins 50% de la population rurale des 35 cuvettes prioritaires ont amélioré leurs connaissances pratiques sur la GDT	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 251 pépiniéristes formés en production de plants ;</li> <li>✓ 119 gardiens utilisés à plein temps pour le gardiennage des sites fixés ;</li> <li>✓ Un fascicule des bonnes pratiques compatible à la GDT est élaborée et vulgarisée ;</li> <li>✓ 35 paysans pilotes formés pour l'assistance à la régénération naturelle ;</li> </ul>

Résultats attendus	Résultats atteints
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 42 comités locaux de Gestion des Ressources Naturelles (COGERNAT) sont installés et formés en techniques de gestion des ressources naturelles ;</li> <li>✓ La sensibilisation et la formation de 3600 à 4 800 personnes aux techniques de protection des cuvettes.</li> </ul>
Au moins la moitié des COFOs des départements de Gouré et de Mainé soroa ont amélioré leur fonctionnement grâce au projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 30 COFOB installées et formées à Gouré ;</li> <li>✓ 2 COFODEP appuyées pour la sécurisation des sites récupérés et leur inscription au registre rural ;</li> </ul>
Un système de surveillance des dunes de sable et de la dégradation des terres est créé par le CNSEE	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une base de données sur la dynamique de l'ensablement a été créée ;</li> <li>✓ Un document d'identification participative des zones les plus menacées par l'invasion des dunes de sable est élaboré ;</li> <li>✓ Renforcement des capacités matérielles et techniques du CNSEE ;</li> <li>✓ Les données et informations écologiques et sur la GDT sont collectées et traitées chaque année par le CNSEE</li> </ul>

#### Difficultés/Contraintes rencontrées

Cinq types de difficultés/contraintes rencontrées :

- ✓ La faible mobilisation des cofinancements prévus émanant de l'Etat et des collectivités territoriales qui a conduit au développement d'autres partenariats stratégiques dont notamment celui établi avec le PAM et à réduire l'équipe permanente du projet.
- ✓ Les exigences de la sécurisation foncière des sites récupérés : (i) des ressources financières importantes nécessaires pour une restauration durable, mais souvent non disponibles, et (ii) une longue période de mise en œuvre de la procédure d'enregistrement au registre rural qui intervient dans la plupart des cas au mieux à la fin du projet.
- ✓ Le faible degré d'appropriation des activités du projet et d'adoption par les populations locales des technologies de GDT résultant d'une durée de vie trop courte des projets relativement au temps nécessaire à l'apprentissage, et la transformation structurelle et comportementale des populations locales. Sans nul doute, les faibles capacités institutionnelles des populations locales expliquées par celle du capital humain (formation et éducation) constituent une contrainte majeure à l'auto promotion, à l'adoption spontanée des pratiques de GDT et la durabilité des résultats. L'accompagnement dans le temps est nécessaire, souvent plusieurs années après un projet.
- ✓ Le manque des matériaux locaux et des espèces adaptées aux conditions drastiques locales en vue des traitements mécaniques et biologiques des dunes qui d'une part accroît les coûts des traitements (prélèvement des matériaux locaux sur des sites éloignés) et d'autre part réduit les capacités de traitement (indisponibilité de matériaux).
- ✓ Les faibles superficies traitées relativement à celles non traitées et problématiques rendent vulnérables les cuvettes récupérées et surtout maintiennent la possibilité à tout moment d'une réversibilité du processus de récupération des terres dégradées et/ou ensablées si la

surveillance se relâche (risque à la fin du projet avec la fin du financement extérieur des gardiens).

#### **b. Programme d'Action Communautaire Phase 2 (PAC II) – PIS/FEM n° 3382-**

Financé par la banque mondiale et le FEM avec les contributions du FIDA, de l'Etat du Niger, et des communes et des communautés bénéficiaires (OCB), le PAC II, s'inscrivant dans le cadre de la SDR, renforce la dynamique de transfert de la maîtrise d'ouvrage en matière notamment d'investissement de la GDT aux collectivités locales (initiée à partir du PAC I). Dans ce cadre, la couverture géographique passe d'une soixantaine de communes (PAC I, 20% des communes) à 164 communes sur les 266 communes soit un taux de couverture géographique de 62%. Enfin, le PAC II assure la transition entre l'approche projet et l'approche programme.

#### **Zone d'intervention**

Le PAC II intervient dans 164 communes : 8 communes dans la région d'Agadez, 8 communes dans la région de Diffa, 24 communes dans la région de Dosso, 47 communes dans la région de Maradi, 24 communes dans la région de Tahoua, 24 communes dans la région de Tillabéry, 28 communes dans la région de Zinder et 3 communes dans la région de Niamey.

#### **Durée/Objectifs**

D'une durée de quatre ans (2008-2012), le PAC II a pour objectifs de :

- ✓ Contribuer à l'amélioration des capacités des communes à concevoir et à mettre en œuvre de façon participative, des plans de développement communaux et des plans d'investissement annuels (PIA) dans le but d'améliorer les conditions de vie en milieu rural ;
- ✓ Promouvoir la GDT.

#### **Activités**

Les activités sont organisées au sein de trois composantes :

- ✓ Composante A : renforcement des capacités. Deux sous-composantes : (i) la sous-composante A1 est dédiée au renforcement des capacités des communes et (ii) la sous-composante A2 intitulée « renforcement du cadre institutionnel et légal du Développement local et communautaire.
- ✓ Composante B : le Fonds d'Investissement Local. Ce Fonds est un « mécanisme de financement qui canalise les subventions vers les communes et les communautés de base pour leur permettre de financer les activités socio-économiques, génératrices de revenus et de gestion des ressources naturelles qu'elles auront identifiées à travers un processus participatif impliquant l'ensemble des acteurs au niveau local. Il est prévu que 30% des ressources du FIL soient consacrés au fonctionnement des microprojets d'infrastructures socio-économiques, 35% aux activités Génératrices de Revenu, et 35% aux activités de gestion des ressources naturelles »<sup>16</sup>.

#### **Approche de mise en œuvre**

L'approche de mise en œuvre du projet repose sur trois dispositifs :

- ✓ Le dispositif d'orientation qui comprend un comité national d'orientation et de pilotage, un comité régional d'orientation et de pilotage dans chacune des huit régions, et le conseil communal ;
- ✓ Le dispositif d'exécution qui comprend les collectivités locales, les services techniques de l'Etat, le comité départemental ou régional d'Analyse des micro-projets, les cellules régionales de coordination (unité de gestion du projet au niveau régional) et la cellule nationale de coordination du projet (unité de gestion du projet au niveau national) et les prestataires de services (ONG, bureaux d'études, OCB, etc.);
- ✓ Le dispositif de participation des communes et des communautés à la constitution du FIL : la participation est fixée respectivement à 10%, 20% et 5% respectivement pour les activités

<sup>16</sup> PAC II : dépliant de présentation du projet

affectées aux infrastructures socio-économiques, les activités génératrices de revenus et les activités de gestion des ressources naturelles.

#### Résultats attendus/Résultats atteints

Résultats attendus/Résultats atteints
<p><b>Pourcentage des Communes dans lesquelles plus de 50% de la population est satisfait de la mise en œuvre des PDC à travers des Plans Annuels d'Investissements :</b> la valeur cible de cet indicateur est de 63% ; L'enquête auprès des populations des communes bénéficiaires a montré que dans 92% des Communes supportées par le projet, plus de 50% de la population est satisfaite de la mise en œuvre des Plans de Développement Communaux (PDC). Le projet a soutenu la mise en œuvre de 164 plans de développement communaux (PDC) dont 64 ont été élaborés avec son appui ; Sur la base de ces PDC, des PAI ont été régulièrement élaborés. Les activités identifiées dans ces PAI ont fait l'objet de 1449 conventions de cofinancement signées entre le PAC2 et les communes de la zone d'intervention, ce qui a permis le financement et la réalisation de 1502 microprojets.</p>
<p><b>Le pourcentage de Communes ciblées dans lesquelles plus de 200 hectares additionnels de terres sont protégés :</b> la valeur cible est de 60% ; Les données du suivi ont montré que dans 72% de Communes ciblées, au moins 200 hectares additionnels de terres ont été récupérés et protégés. Au total, 472 microprojets de gestion durable des terres ou de gestion de ressources naturelles ont été réalisés et ont permis, entre autres, la restauration de 32 202 ha de terres dégradées dont 8 133 ha reboisés pour les sites bio-carbone, la restauration de 2217 ha de pâturage. Pour la mise en œuvre de ces microprojets, 4,5 milliards ont été redistribués sous-forme de rémunération «cash for work» à 432 565 personnes, considérées comme les bénéficiaires immédiats. Cette rémunération a permis d'assurer la couverture des besoins céréaliers de plus de 61 000 ménages pendant 3 mois.</p>
<p><b>Le pourcentage des communes ciblées ayant mis en place les commissions foncières qui ont commencé à délivrer des actes de transaction foncière :</b> la valeur cible est de 60%. Les données collectées par le dispositif de suivi-évaluation montrent que 99% des communes ciblées ont mis en place des commissions foncières qui ont commencé à délivrer des actes de transaction foncière. Au total, 162 commissions foncières communales ont été mises en place et rendues opérationnelles. Celles-ci ont commencé à délivrer des titres (individuels et communaux), permettant ainsi d'améliorer les conditions de production agricole et sylvicole grâce à une sécurité foncière accrue.</p>

Source : PAC II, rapport d'achèvement des financements du FEM et de l'IDA, version finale, décembre 2012

#### Difficultés/Contraintes rencontrées

Les principales difficultés/contraintes rencontrées sont :

- ✓ La faible maîtrise du processus de décentralisation et de la maîtrise d'ouvrage communale par les acteurs d'accompagnement au niveau local ;
- ✓ L'instabilité au sein des conseils communaux qui ne permet pas ni de valoriser les connaissances acquises lors des formations dispensées, ni la durabilité du processus de renforcement des capacités techniques des communes ;
- ✓ Le retard dans le démarrage du projet avec le report de la plupart des activités prévues pour 2009 à l'exercice 2010 ;
- ✓ Les faibles capacités des services techniques sensés apporter un soutien substantiel aux communes rurales pour assurer efficacement l'animation du développement local et l'exercice de la maîtrise d'ouvrage. Ce rôle suppose l'existence d'un cadre normatif clairement défini et une bonne maîtrise, par ces acteurs eux-mêmes, des concepts et des dispositions juridiques et institutionnelles régissant et orientant le processus de décentralisation.
- ✓ L'absence d'un système de gestion de base de données relationnelle (SGBDR) pour le suivi-évaluation.

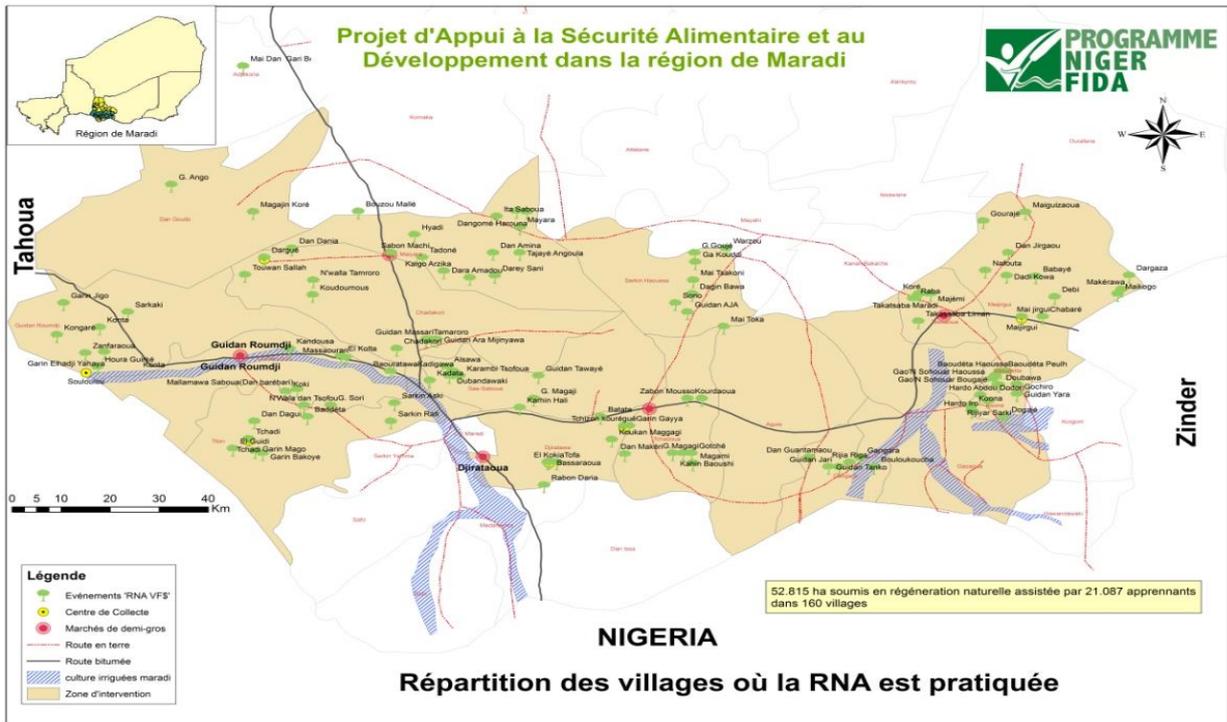
**c. Projet d'Initiative pour la Réhabilitation et le Développement Agricole et Rural (IRDAR)/PASADEM - PIS/FEM n° 3383-**

Clôturé prématurément en 2009, le projet d'initiative pour la Réhabilitation et le Développement Agricole et Rural a été intégré à partir de janvier 2013 au sein du Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement de la région de Maradi (PASADEM), qui assure la continuité des activités du PPILDA clôturé en 2012, pour compléter l'investissement FIDA/Gouvernement et intensifier l'application de bonnes pratiques de GDT.

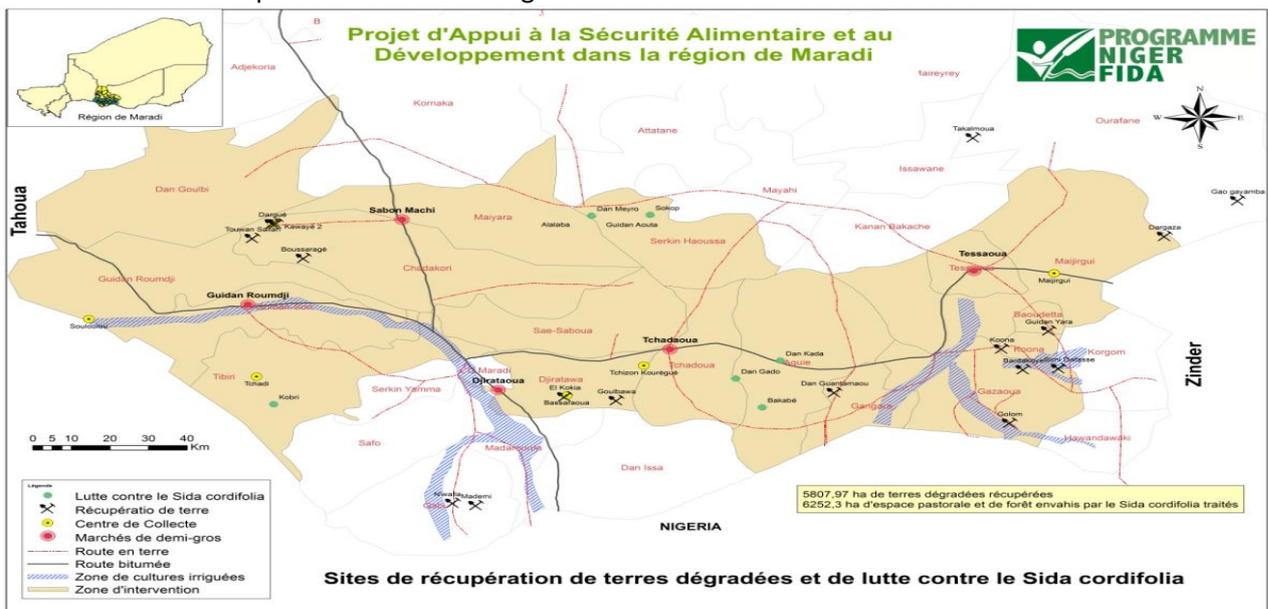
**Zone d'intervention**

La composante FEM du PASADEM s'adresse à tous les départements de la région de Maradi (Aguié, Madarounfa, Dakoro, Mayahi, Tessaoua et Guidan Roundji) et devrait bénéficier à 340.000 personnes.

Carte 1 : zone d'application de la RNA par le PASADEM



Carte 2 : sites de récupération des terres dégradées et de lutte contre le Sida Cordifolia



**Durée/Objectifs**

D'une durée effective de six (6) ans (2012-2018), le PASADEM a pour objectif général la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les foyers ruraux de la région de Maradi en leur fournissant (au niveau local) les moyens d'identifier et d'adopter des pratiques de GDT qui amélioreront significativement la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et les revenus issus des exploitations agropastorales et forestières.

La composante FEM du PASADEM a une durée de cinq ans (2012-2016). Elle vise les objectifs suivants : (i) renforcement de la durabilité des systèmes de production, (ii) renforcement des capacités institutionnelles en matière de mise en œuvre de la GDT, (iii) générer un impact environnemental aux niveaux local et global (leçons apprises, bonnes pratiques, etc.).

## Activités

**Tableau de la répartition des types d'activité de la composante FEM du PASADEM dans la zone d'intervention**

Départements	Communes	Zones villageoises / Grappes de villages	Type d'activités
Aguié	Aguié	Dan kada, bakabé	Lutte contre le sida cordifolia
	Tchadoua	Dan Gado,	Lutte contre le sida cordifolia
Madarounfa	Jirataoua	Goulbawa, El Kokia, Alapta,	Récupération de terre pastorale
	Madarounfa	Tsola	Récupération de terre pastorale
	Gabi	N'walla, Madeni	Récupération de terre pastorale
Tessaoua	Maijirgui	Babayé, Dargaza,	Récupération de terre pastorale et agricole
	Oourafane	Gao N'Gayamba, Sabr, Takalmaoua	Récupération de terre pastorale et agricole
	Koona	Koona	Récupération de terre agricole
	Baoudéta	Guidan Yaro	Récupération de terre agricole
Mayahi	Sarkin Haoussa	Sokop, Dan Mero	Lutte contre le sida cordifolia
Guidan Roundji	Tibiri	Kobri	Lutte contre le sida cordifolia
	Chadakori	Dargué, Touwosallah, Boussaragué, Kawayé II, Maikarfi	Récupération de terre pastorale
Gazaoua	Gazaoua	Birni Dafasse, Bardakoye, Oumaraoua, Golom	Récupération de terre agricole
	Gangara	Da gantamao , Daourawa	Récupération de terre agricole

Source : Maman Djibo, Maman Salissou Dayabou et al (juillet 2015) : « Etudes Effets Impacts des actions de restauration des terres dégradées », Rapport d'évaluation des effets-impacts de la composante FEM du PASADEM, juillet 2015, page 12

## Approche de mise en œuvre

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante FEM, le PASADEM applique une combinaison d'approches communautaires :

- ✓ Approche gestion terroir ;
- ✓ Approche gestion au niveau de la commune ;
- ✓ Les approches cash for work et cash for assets en partenariat avec le PAM ;
- ✓ Le faire-faire ;

## Résultats attendus/Résultats atteints

Prévisions	Réalisations	%	Observations
Récupérer 3 200 ha de Glacis	3703,73 ha	115,74	3 703,73 ha ont fait l'objet de réalisation d'ouvrages mécaniques dont 3.029,84 ha de terres pastorales et de 673,89 ha de terres agricoles avec confection de demi- lunes forestières et Zaï.
Traiter 5000 ha de terres de parcours colonisés par le <i>Sida Cordifolia</i>	5043 ha	100,86	5043 ha ont été traités à travers la réalisation des étapes suivantes : L'arrachage, ramassage et brulis des résidus et gousses du <i>Sida Cordifolia</i>
Aménager 3 mares	3 mares	100	3 mares empoisonnées avec 6819 alevins, dont une sur creusée
Aménager un site maraîcher	1 site de 2 Ha	100	En collaboration avec l'ONG Goulbi 2 Ha de terre ont été aménagés autour de la mare de Babayé au profit de 90 femmes vulnérables, ces dernières ont été également dotées de matériels de maraichage.
Ouvrir 15 Km de bande pare feux	15 Km	100	Le site sylvo- pastoral de Oumraoua de 300 ha a été sécurisé à travers la réalisation de 15 km de bande pare- feux

Source : Rapport PASADEM

## Difficultés/Contraintes rencontrées

Comme dans les cas précédents, le PASADEM a rencontré des difficultés/contraintes liées à :

- ✓ La faible mobilisation des cofinancements prévus émanant de l'Etat et des collectivités territoriales qui a conduit au développement d'autres partenariats stratégiques dont notamment celui établi avec le PAM.
- ✓ La sécurisation foncière des sites récupérés.
- ✓ La faiblesse des capacités institutionnelles et techniques des populations locales qui ont un besoin de formation.

D'autres difficultés/contraintes ont été perçues :

- ✓ La mise en œuvre d'une gestion durable des sites récupérés ;
- ✓ L'implication effective des bénéficiaires et de la commune dans les prises de décision tant du point de vue stratégique qu'au niveau de la maîtrise d'ouvrage et au suivi/évaluation/adaptation. Ceci constitue une condition nécessaire à la pérennisation des activités ;
- ✓ L'absence d'un dispositif de suivi/évaluation (aucune valeur de référence, absence d'indicateurs fiables et robustes, etc.)

### d. « Monitoring Carbon and Environmental and Socio-Economic Co-Benefits of BioCF Projects in SSA »

Aucune donnée n'est disponible sur ce projet ; les responsables de ce dernier exercent leurs activités au siège de la Banque mondiale à Washington (Etats-Unis d'Amérique).

## Deuxième partie : Evaluation des pratiques de GDT

### 1. Analyse des leçons et des apprentissages (positifs et négatifs)

#### a. Interventions GDT

##### Aspects positifs

L'une des principales leçons positives qui ressort de cette revue détaillée au Niger est la parfaite maîtrise par tous les projets de la mise en œuvre des technologies de GDT (traitements mécaniques/structurels et biologiques): respect des normes nationales et des protocoles techniques existants, utilisation de matériels techniques adaptés au contexte, formation de techniciens locaux, mise en valeur des terres récupérées, mise en œuvre de la sécurisation foncière, application séquentielle optimale, etc.

Celle-ci résulte de deux facteurs :

- ✓ de manière globale, les technologies de GDT mises en œuvre par ces programmes ne sont pas nouvelles dans ces régions où elles ont fait l'objet d'application depuis plusieurs années : au moins quinze ans pour la stabilisation des dunes dans les régions de Diffa et de Zinder (PLECO), et plus de dix ans pour le Zaï, les demi-lunes agricoles et forestières, et la RNA dans la région de Maradi (PASADEM). Par contre, l'arrachage du Sida Cordifolia relativement récent dans la région.
- ✓ les principaux responsables de ces projets sont issus des cadres supérieurs des eaux et forêts et/ou de formation ingénieur ; ils disposent d'une longue expérience dans la mise en œuvre de technologies de CES/DRS.

##### Aspects négatifs

La parfaite maîtrise de la mise en œuvre des technologies de CES/DRS résulte in fine des efforts colossaux mobilisés (en terme d'investissement financier, de temps d'application et de mobilisation de main d'œuvre) pour atteindre ces objectifs et de l'attention particulière qui est accordée à cette composante dans la plupart des projets de GDT. En d'autres termes, les aspects socio-économiques et humains de la GDT sont relégués au second plan au profit d'une maîtrise technique qui cache des faiblesses et des insuffisances dans les approches de mise en œuvre de ces technologies au niveau socio-économique. Les rapports coûts/bénéfices, qui n'apparaissent dans aucun des rapports d'évaluation de ces projets, devraient permettre de mieux comprendre l'efficacité des interventions de GDT. En outre, les impacts des interventions, en particulier les activités de mise en valeur, ne sont pas analysées à l'échelle du système aquifère pour comprendre les potentiels et implications sur les ressources en eau.

#### b. Durabilité

##### Aspects négatifs

A la question fondamentale relative à la capacité des bénéficiaires directs à poursuivre les interventions de GDT après la fin du projet, les réponses sont similaires pour les trois projets : les populations locales reconnaissent leur incapacité à poursuivre les activités de GDT sans appui extérieur, sans mesure incitative. En fait une enquête plus poussée révèle que la question ne se pose pas en termes de moyens, de capital humain ou de capacité institutionnelle : il s'agit simplement d'une incapacité des populations locales à s'organiser par elles mêmes et pour elles mêmes. D'une part, ces dernières ont été encadrées de manière exclusive par les projets qui ont tout apporté et tout donné aux bénéficiaires directs qui sont en général les membres des couches sociales les plus vulnérables c'est-à-dire celles qui disposent de faibles capacités d'auto promotion et pas de capacités d'investir eux-mêmes –au moins à court terme. Sans nul doute que la collaboration avec le PAM a joué un rôle déterminant dans ce choix stratégique d'appuyer ces groupes communautaires, avec pour bénéficiaires les plus vulnérables (combinaison de l'urgence et du développement). D'autre part, l'approche communautaire de mise en œuvre des technologies de GDT semble diluer et rendre flous à la fois les intérêts collectifs et individuels. Cette approche remet en cause la durabilité des investissements dans le contexte local actuel d'incapacité des mairies à prendre le relai des projets – manque de capacités humaines et financières. Il est incontestable que la durabilité des interventions

de GDT dépend de manière cruciale de la constitution d'intérêts immédiats ou la génération rapide des bénéfices directs individuels sur les terres à usage collectif comme privé.

#### **Aspects positifs**

Les projets du PIS ont perçu de manière explicite la nécessité d'une part d'un renforcement des capacités des communes en matière de maîtrise d'ouvrage des investissements dans le secteur de la GDT et d'autre part d'un effort soutenu sur le long terme d'une forte implication de l'ensemble des couches sociales dans la gestion des ressources naturelles.

Dans ce cadre plusieurs initiatives –même si elles restent encore marginales- rentrant dans le cadre de la durabilité, à travers l'appropriation des activités par les populations locales, ont été observées :

- ✓ Dans la région de Maradi, le Zaï et la RNA sont appliqués par les producteurs agricoles dans leurs champs respectifs sans aucun appui extérieur ; ils continuent de manière systématique les travaux de fertilisation de leurs champs même après l'arrêt des appuis du projet.
- ✓ A Zinder, une communauté peulh, poursuit avec ses propres ressources les travaux de protection et de récupération des terres. Une pépinière privée s'est installée et une dynamique de changement comportemental est perceptible à la fois dans les communautés pasteures et agricoles avec l'implication de chefs traditionnels de plus en plus conscients de l'importance de la GDT pour la survie des communautés locales dans ces espaces subissant des processus permanents et continus de dégradation (éolienne, hydrique et anthropique) .

En définitive, l'orientation stratégique actuelle, résultant du PAC II et en cours de consolidation avec le PAC III et consistant à renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des communes en matière de GDT, constitue un facteur essentiel de renforcement de la durabilité des investissements de GDT au cours de la prochaine décennie : il n'y a aucune autre solution viable au regard du contexte socio-politique et économique actuel du pays.

### **c. Reproductibilité**

#### **Aspects positifs**

Le PASADEM et le PAC II ont fait le choix de technologies de GDT à fort potentiel de reproductibilité :

- ✓ Coûts de mise en œuvre, d'investissement et d'entretien relativement faibles ;
- ✓ Technologies simples dont la mise en œuvre ne nécessite pas des capacités techniques élevées ;

Ce sont ces facteurs qui expliquent le fort taux d'adoption de celles-ci par les communautés et leur diffusion dans l'ensemble des régions du Niger.

#### **Aspects négatifs**

Le PLECO intervient dans le secteur de la stabilisation des dunes qui présente de faibles degrés de reproductibilité – au moins dans les phases initiales de traitement physique:

- ✓ Les coûts de mise en œuvre, d'investissement et d'entretien sont hors de portée des communautés ;
- ✓ La disponibilité de matériaux locaux (traitement structurel) et d'espèces végétales adaptées aux conditions d'aridité extrême (mesure biologique) constitue une contrainte majeure à la reproductibilité.

### **d. Développement/démultiplication**

#### **Aspects positifs**

Les conditions récentes de structuration des acteurs de la GDT à tous les niveaux (national, régional, départemental et local) et de renforcement des capacités des communes et des communautés contribueront au développement et à la démultiplication des bonnes pratiques de GDT.

Les trois projets du PIS ont joué, dans leurs régions respectives, un rôle déterminant dans ce processus d'installation et d'animation de plateformes régionale et départementale des acteurs de la GDT :

- ✓ Ils ont assuré, à des degrés divers d'implication, le leadership institutionnel dans l'appui à la mise en œuvre de pratiques de GDT par des acteurs locaux (ONG, Comités de gestion, Groupements féminins, producteurs individuels, etc.) ;

- ✓ Ils ont fourni aux communautés et aux communes d'importantes ressources financières d'investissement sur une période relativement longue pour la réalisation de travaux de GDT. Dans la plupart des cas, ils ont engagé la mise à l'échelle de ces interventions dans toute leur zone d'intervention (national pour le PAC II, et régional pour les deux autres projets).
- ✓ Ils ont mis en place des dispositifs locaux de formation notamment les champs écoles qui constituent de véritables outils de vulgarisation des bonnes pratiques de gestion durable des terres et de l'eau.
- ✓ Le PAC II a engagé le renforcement des capacités des collectivités locales qui sont devenues, à travers le processus de décentralisation amorcé au début des années 2000, les instruments essentiels de la stratégie nationale de pérennisation des investissements de GDT.

#### **Aspects négatifs**

Le PASADEM et le PLECO ont eu recours aux ressources du PAM sous la forme de travaux de « argent » et « nourriture » contre travail pour exécuter plusieurs interventions de GDT. Si à court terme ce partenariat stratégique permet de consolider la réalisation des travaux de CES/DRS, à long terme, il risque de remettre en cause le développement/démultiplication de la GDT qui deviendra dans l'imaginaire de ces communautés locales un simple instrument de distribution de revenus et de vivres. Il est intéressant d'observer que les premiers bénéficiaires qui sont indiqués par ces populations sont les revenus distribués à travers le PAM qui leur permettent, selon elles, de ne pas aller en exode et de constituer un capital de petits ruminants. Or ces revenus ne sont point durables ; ils portent sur une courte période de six mois. En outre, la population de petits ruminants, s'ils sont laissés libres, constituent un risque de dégradation accrue –particulièrement pour des écosystèmes fragiles en phase de reprise et non clôturés.

De même, la poursuite de la mise en œuvre uniquement d'une approche communautaire qui écarte d'emblée les initiatives privées motrices du développement local conduirait à moyen et long terme à une marginalisation de la sphère de la GDT par rapport aux dynamiques locales de développement qui sont promues par d'autres forces plus entrepreneuriales et plus créatrices de valeurs.

Enfin, la mise en œuvre de technologies dont les impacts n'apparaissent qu'à long terme pourrait décourager les populations locales et freiner le développement/démultiplication de celle-ci. De ce point de vue, l'exemple du Zaï est révélateur: les effets étant immédiats et perceptibles au bout d'une récolte, le paysan trouve une justification objective au développement de cette technologie de fertilisation des champs. C'est également le cas pour l'ensemencement des herbacées des demi-lunes.

#### **e. Gestion des connaissances**

##### **Aspects positifs**

Les trois projets ont développé chacun des cadres propres de gestion des connaissances axés sur des programmes de formation et d'échange d'expériences, des modalités de partage des connaissances, des bases de données et des instruments de diffusion et de capitalisation des résultats.

Le PLECO a établi dès le début un partenariat stratégique avec l'Université de Niamey et le CNSEE pour la collecte de données, la création de la base de référence, la constitution de bases de données de suivi écologique et environnemental, l'approfondissement des connaissances sur les dynamiques d'ensablement, le partage de ces connaissances entre chercheurs, développeurs et communautés rurales, etc. A ce titre, des outils d'aide à la décision ont été déployés par le PLECO dans le cadre du suivi-évaluation des interventions de GDT.

Le PASADEM a créé à Maradi un centre de documentation sur la GDT qui est actuellement géré par la direction régionale de l'environnement ; le PAC II a installé dans les locaux de ses bureaux à Niamey une bibliothèque qui regroupe toute la documentation du projet et accueille d'autres fonds documentaires.

Aussi, le PASADEM et le PLECO ont établi les champs école paysans comme un instrument durable d'apprentissage et de formation.

La création et l'installation de plateformes de concertation des acteurs de la GDT aux niveaux nationaux et régionaux (Maradi et Zinder) devraient contribuer à améliorer la gestion des connaissances si elles sont opérationnelles.

#### **Aspects négatifs**

Malgré la reconnaissance du rôle fondamental de la gestion des connaissances dans la mise en œuvre de la GDT, ces trois projets ne disposent pas d'une vision explicite à moyen et long terme c'est-à-dire d'un système durable.

D'une part, le système du faire-faire qui permet de créer des compétences locales (ONG/Associations de développement, groupements féminins, et autres OCB) ne peut être efficace que si les populations locales acceptent de supporter, après la clôture des projets, les coûts résultant de la gestion des connaissances (suivi/surveillance, coût des formations, de la vulgarisation/diffusion, du partage/échange, de la collecte/stockage de données, etc.). Dans ce cadre, les communes ne disposent pas encore des ressources aptes à leur permettre d'installer des dispositifs durables de gestion des connaissances ou de la volonté de le faire.

D'autre part, la multiplicité des acteurs et le manque de concertation et d'échange d'information entre ceux-ci constituent une contrainte majeure à la gestion efficace des connaissances.

### **f. Développement des capacités**

#### **Aspects positifs**

Le renforcement des capacités (institutionnelle, logistique, etc.) constitue l'une des principales composantes des trois projets nationaux du PIS : structuration des bénéficiaires, appui financier et technique aux communes, rémunération des bénéficiaires directs pour accroître leurs revenus tout en réalisant des travaux pratiques de GDT, formation de capital humain, soutien aux ONG/associations de développement, etc.

Des efforts importants ont été fournis pour promouvoir le développement des capacités productives : distribution d'intrants, aide à la production de semences locales, appui aux pépinières, appui-conseil aux producteurs, création de centres de stockage et de commercialisation de produits locaux, création de marchés ruraux de paille et de bois, etc.

#### **Aspects négatifs**

Le développement de ces capacités a été entrepris dans une optique de projet et non selon une approche programme de développement régional de moyen à long terme avec une implication véritable des populations bénéficiaires dans les orientations et choix stratégiques. Les choix en matière de développement des capacités ne proviennent pas pour l'essentiel des populations locales (observation faite pour les trois projets). Les comités de gestion sont des institutions créées par le projet ; ils n'émanent pas de la volonté des bénéficiaires. De telle sorte qu'à la fin du projet, ces comités de gestion pourraient disparaître en quelques mois et les efforts de renforcement de capacités pourraient être annihilés. De même, ce sont les projets qui fournissent directement le matériel et les intrants aux bénéficiaires sans les associer aux choix des types d'équipement, les stratégies d'acquisition des intrants, etc. Par exemple, la création des marchés ruraux de bois a été initiée par le projet Energie Domestique et développée par le Projet d'Aménagement des Forêts Naturelles ; malheureusement sur l'ensemble du territoire national, aucun de ces marchés ne fonctionne de manière durable malgré les besoins en bois du pays. Ces quelques exemples montrent l'importance de l'approche de mise en œuvre des stratégies de développement des capacités dans des contextes particulièrement difficiles marqués par une extrême pauvreté, un taux élevé d'analphabétisme et une forte croissance démographique se traduisant par une pression soutenue sur les ressources naturelles.

## **2. Présentation de "bonnes pratiques", ou "d'interventions à éviter"**

Dans la vision de TerrAfrica, la Gestion Durable des Terres est définie comme étant « l'adoption de systèmes d'utilisation des terres, qui, à travers des pratiques appropriées des terres, permettent aux utilisateurs de maximiser les bénéfices économiques et sociaux des terres tout en maintenant ou en améliorant les fonctions de soutien écologique des ressources des terres ».

Dans cette perspective, une bonne pratique de GDT demeure une mesure qui permet d'améliorer la productivité des terres tout en préservant l'environnement et en assurant une utilisation efficiente des ressources en eau, en prévenant/freinant/atténuant/réhabilitant les processus de dégradation des terres, en améliorant la biodiversité, et en accroissant la résilience aux variations et changements climatiques.

Malgré l'analyse critique préalable s relatifs aux pratiques de GDT mises en œuvre par les trois projets du PIS, il n'en demeure pas moins vrai que ces projets ont eu des réussites dans la mise en œuvre pratique et transformé le paysage physique de plusieurs communes. Certaines de ces pratiques peuvent être considérées comme de bonnes pratiques de GDT qu'il conviendrait de présenter et de faire partager avec tous les acteurs.

#### a. **Bonnes pratiques du PLECO**

Considérant les critères énumérés ci-dessus, la technologie de stabilisation des dunes mise en œuvre par le PECO constitue une bonne pratique de GDT :

- ✓ La technologie répond à un besoin crucial des populations locales et s'attaque à un processus généralisé de dégradation des terres qui est en train de remettre en cause toutes les activités humaines dans cette région de l'extrême est du Niger ;
- ✓ Les traitements mécaniques puis biologiques des dunes ont permis d'une part de stabiliser (fixer) les dunes au bout d'une période de trois ans au plus et de régénérer la couverture végétale à moyen terme ;
- ✓ La récupération et la protection des cuvettes oasiennes ont augmenté le potentiel productif et la production alimentaire, généré des revenus substantiels et amélioré le cadre de vie des populations locales ;
- ✓ L'instauration de dynamique de GDT dans les cuvettes oasiennes a eu un impact significatif sur la biodiversité avec le retour de plusieurs espèces fauniques et végétales observable déjà après 3 ans, et encore davantage après 10 ans (projet FAO antérieur dans la zone);
- ✓ Les communautés locales disposent des connaissances nécessaires à la mise en œuvre de la technologie et ses conditions d'entretien et surveillance.
- ✓ Les populations ont été impliquées dans les choix de site d'interventions et se sont approprié ces interventions. L'approche terroir « protection des cuvettes puis mise en valeur des cuvettes » permet d'apporter des revenus à court terme aux populations engagés – sous réserve que même les plus vulnérables aient accès à ces zones, au moins en offre de travail rémunéré.

***Les travaux réalisés dans les régions de Diffa et de Zinder sont présentés sous la forme d'une étude de cas de bonne pratique de GDT en annexe 2.***

De même, l'approche de mise en œuvre développée par le PLECO notamment dans sa composante suivi/évaluation constitue aussi une bonne pratique de GDT qui est novatrice au Niger pour un projet de développement :

- ✓ L'instauration d'un cadre de partenariat stratégique avec des organismes de recherche (université), des centres spécialisés de suivi écologique et environnemental (CNSEE), les services techniques et les communautés locales assure la consolidation des connaissances sur les dynamiques de dégradation des terres dans cette région, l'identification des forces motrices de celle-ci et des outils d'aide à la décision pour la sélection participative des mesures durables de CES/DRS.
- ✓ Installation d'un dispositif durable de suivi/évaluation fondé sur des bases objectives incontestables ;
- ✓ Participation active des populations locales aux processus de collecte des données et aux prises de décision (cadre de concertation dans les prises de décision).

**Une remarque essentielle sur les pratiques d'appui à l'exploitation des cuvettes oasiennes :**

L'intensification de la production agricole accompagnée d'une utilisation d'engrais chimiques et de pesticides dans ces zones à équilibre écologique fragile et surtout caractérisées par des ressources souterraines exploitables en eau limitées, représente une pratique potentiellement dommageable. Une étude approfondie des nappes souterraines et de l'impact d'une agriculture intensive sur celles-ci devrait permettre de prendre des mesures durables d'exploitation de ces disponibilités en eau. Aussi, cette pratique conduirait à introduire des produits importés dont dépendront les producteurs locaux et une dépendance qui peut constituer un risque à moyen terme fréquemment observé dans de nombreux pays (spéculation sur les prix des produits alimentaires et les prix des engrais et semences etc.). Il serait souhaitable dans une phase initiale de former les agriculteurs à tester plusieurs options – dont l'utilisation de produits naturels dont des produits à base de neem, piment etc.), la fertilisation organique (possible à mieux maîtriser avec l'introduction de système de parage temporaire des animaux des éleveurs transhumants), les associations de cultures (céréales et légumineuses) en introduisant la encore un suivi des rendements et résultats. Dans un système idéal, les activités de mise en valeur pourraient être initiées dès le début du projet afin d'avoir le temps de démontrer des résultats aux populations locales sur des champs témoins.

### **b. Bonnes pratiques du PASADEM**

Comme dans le cas précédent, les principales technologies mises en œuvre par le PASADEM demeurent de bonnes pratiques de GDT : le Zaï sur les terres agricoles, les demi-lunes forestières sur les terres sylvo-pastorales, la régénération naturelle assistée sur les terres agricoles et sylvo-pastorales, et l'arrachage du Sida Cordifolia principalement sur les terres communautaires pastorales. Une mise à l'échelle de ces technologies est entreprise par le PASADEM dans la région de Maradi. Notons que celles-ci ont fait l'objet d'application depuis plusieurs décennies dans les régions sud du Niger ; elles ont démontré leur efficacité en matière de restauration des terres et de lutte contre divers types de dégradation. Les principaux recueils de bonnes pratiques au Niger présentent déjà ces mesures de GDT (Base de données mondiale de WOCAT et le livre TerrAfrica/WOCAT sur les bonnes pratiques de GDT au Afrique sub-saharienne). Une actualisation des fiches WOCAT existantes serait intéressante en particulier sur les aspects financiers et organisationnels.

***Ainsi, la RNA mise en œuvre dans la région de Maradi est présentée en annexe 2 sous la forme d'une étude de cas ; elle constitue une technologie simple avec des effets écologiques et environnementaux spectaculaires à court et moyen termes.***

***Aussi, l'approche développée à travers les champs écoles est considérée comme une bonne pratique de GDT qui doit être présentée sous la forme d'étude de cas (voir annexe ....).***

#### **Une remarque essentielle sur l'approche du PASADEM :**

Le PASADEM devrait conduire l'exécution de ses activités selon une approche programme lui permettant d'inscrire ses interventions dans une perspective de gestion durable des ressources d'investissement et de pérennisation des résultats atteints ; il a poursuivi la mise en œuvre de ses activités selon une approche projet qui limite ses capacités à rendre durables ses interventions. L'approche projet unique constitue sans nul doute une pratique non durable à éviter.

### **c. Bonnes pratiques du PAC II**

Le PAC II a élaboré un recueil des technologies de CES/DRS mises en œuvre dans toutes les régions du Niger ; il a engagé l'identification des bonnes pratiques de GDT réalisées dans le cadre des FIL qui ont été mis en place dans les communes bénéficiaires.

A la date d'élaboration du présent rapport, les documents permettant de renseigner les technologies considérées comme de bonnes pratiques ne sont pas disponibles.

Mais, sur la base des informations recueillies lors de la visite de terrain sur le site bio carbone de la forêt classée de Chabaré (Commune rurale de Maijirgui, Département de Tessaoua) et, des discussions que nous avons eues avec l'ancien coordonnateur régional de Maradi et le Responsable national de suivi/évaluation du PAC II, trois remarques sont à souligner :

- ✓ Les actions de GDT ont concerné principalement le reboisement de terres sylvo-pastorales et les forêts classées avec de l'acacia senegal dans le cadre du programme bio carbone en vue de la production de gomme arabique à grande échelle ; ce programme avait démarré avec le PAC I et ensuite, consolidé et étendu à d'autres régions avec le PAC II. D'autres infrastructures de GDT ont été exécutées : demi-lune agricole et forestière, banquette, etc. il faudrait souligner que le PAC II ne détermine pas les technologies à mettre en œuvre : le choix des technologies est défini au sein des microprojets par les populations locales et les communes, et validé par les services techniques compétents.
- ✓ Les approches cash for work ont été utilisées pour la mise en œuvre des technologies de CES/DRS dans le cadre des FIL ; toutes les activités de GDT sont exécutées à travers des micro- projets soumis par les communes et les communautés locales.
- ✓ L'approche du PAC, d'une part de transfert aux collectivités locales de la maîtrise d'ouvrage en matière d'investissement de GDT et d'autre part d'un passage par étape successive de la gestion par le cycle du projet à une approche programme conformément aux stratégies nationales de développement.

### **Remarque sur le PACII**

Le principe de transfert des financements via les communes est important mais demande un travail d'accompagnement pour garantir la transparence et l'usage efficace des moyens financiers pour la GDT (lorsque cela a été décidé avec les populations).

La formation en gestion financière et administrative, ainsi que l'information sur la diversité des actions GDT possibles sont importantes dans un tel contexte.

Aucun des projets semblent avoir développé des processus d'accès au crédit et à l'assurance au niveau local – par exemple pour la réalisation de Zaï et demi lunes sur des terres privées, etc. Ces aspects de financement solidaires et alternatifs seraient à développer ;

### **3. Sélection et présentation d'innovations**

Dans le contexte d'économie de subsistance comme celle du Niger, ce sont essentiellement les innovations organisationnelles et technologiques des processus de production, autrement dites, de gestion durable des ressources édaphiques qui sont les plus porteuses d'impacts et aptes à inverser efficacement les tendances lourdes de dégradation des terres et d'insécurité alimentaire. Or jusqu'à présent, les efforts en matière de GDT se sont poursuivis sans s'attaquer véritablement aux limites des systèmes productifs. De telle sorte que les innovations locales, ancrées dans les savoirs faire locaux, ont été laissées de côté au profit de technologies et d'approches à introduire, expérimenter et pérenniser<sup>17</sup>. Les projets du PIS n'ont guère dérogé à cette règle :

- ✓ Si le PASADEM et le PLECO ont introduit de manière unilatérale les technologies de GDT dans leurs zones respectives d'intervention, par contre le PAC II, dans sa logique de transfert de la maîtrise d'ouvrage aux communes, a laissé le soin aux communautés bénéficiaires d'identifier les technologies à exécuter avec, sans nul doute, l'appui des services techniques de l'Etat. Même dans ce dernier cas, l'intervention des services techniques laisse peu de place aux innovations locales, ces services techniques étant de simples structures de contrôle du respect des normes nationales relatives aux mesures anti-érosives et de formation à l'application de ces normes. En outre, le renforcement des capacités n'est pas systématique et les services techniques sont souvent restés ancré dans les pratiques conventionnelles enseignées lors des études. Les avancées de la recherche technique et agronomique ne sont pas toujours accessibles aux personnels de terrain.

---

<sup>17</sup> En fait, les innovations locales sont promues par une catégorie sociale qui en général est exclue des groupes cibles des projets. Plusieurs innovations locales sont appliquées dans les bassins de production de l'Air, de la basse vallée de la Tarka, dans la vallée du Niger, etc.

- ✓ Des adaptations de ces technologies au contexte climatique, environnemental et socio-économique ont été entreprises par ces trois projets mais ne sont pas des innovations techniques ou sociales au sens indiqué par le test TEES et SEER (Annexe 4.2). Le PASADEM a réalisé des apports techniques au niveau des mesures biologiques dans la sélection des graminées à ensemercer et des espèces de ligneux à planter. Dans le même temps, il a poursuivi la lutte contre le Sida Cordifolia en améliorant une technique courante. Le PAC II a associé la plantation d'acacia senegal et la mise en défens sur son site de Chabaré pour accélérer le processus de récupération des terres. Le PLECO a testé de nouvelles espèces végétales plus adaptées au contexte climatique de sa zone d'intervention. Ainsi, ils ont démontré que le passage à la GDT doit favoriser la flexibilité, l'adaptation et l'innovation afin d'améliorer les moyens d'existence des producteurs.
- ✓ Les transformations novatrices réalisées par les projets concernent en particulier les approches de mise en œuvre des investissements de GDT. Le PAC II s'appuie sur le processus de décentralisation et l'approche programme pour organiser de manière durable ses activités de GDT. Le PLECO a mis en place un dispositif de suivi-évaluation qui crée une plateforme de recherche-développement et associe les populations locales aux prises de décision en matière de choix des sites à traiter. Le PASADEM organise de manière durable la formation continue des producteurs locaux, la vulgarisation/diffusion des technologies de CES/DRS et instaure une dynamique d'échanges d'expérience et d'innovation locale à travers les champs école. ***Ces approches de mise en œuvre des activités de GDT, considérées comme novatrices, sont présentées dans l'annexe 3 sous la forme d'étude de cas***

Anes en train de paître dans la cuvette de Riria (commune de Gouré, Département de Gouré, région de Zinder), juillet 2015



## Troisième partie : Conclusions et Recommandations

### 1. Recommandations

Quatre principales recommandations ressortent de ces réflexions :

- ✓ A l'endroit de l'Etat du Niger :
  - **Recommandation 1** : la mise en œuvre du CS-GDT et de son plan d'investissement 2015 -2029 devra s'accélérer au cours des prochaines années et donner lieu à une mobilisation de l'ensemble des acteurs. Dans ce cadre, les capacités institutionnelles des plateformes régionales des acteurs de la GDT devront être renforcées. Ce travail de renforcement doit concerner tous les acteurs de la filière et en particulier les services déconcentrés de l'état et des communes chargé de la gestion des ressources naturelles. Les capacités nécessaires sont variées : interventions physiques et biologiques, agronomiques, économiques, sociales et environnementales ; et comprennent un volet financier et de gestion administrative.
- ✓ A l'endroit des partenaires PIS/TerrAfrica et des autres partenaires techniques et financiers:
  - **Recommandation 2** : dans le cadre du respect de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et de la prise en compte des transformations institutionnelles en matière de décentralisation en cours dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne, l'approche programme et le transfert aux collectivités locales à la fois des compétences et des ressources d'investissement dans le secteur de la GDT devront être appliqués de manière systématique. L'abandon de l'approche projet –c'est-à-dire isolé des structures administratives en place- fournira plus de crédibilité aux interventions de GDT ; et, le renforcement des capacités des communes et des communautés devrait contribuer à résoudre l'épineuse question de la durabilité de ces investissements.
- ✓ A l'endroit des collectivités locales :
  - **Recommandation 3** : constituant l'échelle territoriale de base retenue pour la planification opérationnelle des actions du CS-GDT, les collectivités locales devront renforcer leurs capacités en matière de planification, de gestion et de suivi-évaluation des investissements de GDT. A ce titre, elles devront élaborer des plans d'aménagement de leurs territoires respectifs, des plans de gestion de leurs ressources naturelles, et des PDC qui font ressortir de manière explicite leurs stratégies de développement. Aussi, elles devront mobiliser les compétences locales –y compris travailler avec les services déconcentrés de l'état, développer des synergies entre groupes socioprofessionnels et créer des cadres de concertation afin de créer les conditions d'une véritable appropriation de la GDT par les populations locales.
- ✓ A l'endroit des producteurs et des communautés locales :
  - **Recommandation 4** : la GDT est le résultat d'un long processus, à travers des siècles, d'accumulation de connaissances et d'innovations locales continues par les producteurs agropastoraux (savoir-faire local) qui, face à des contraintes ou des difficultés/problèmes relatifs à la gestion des ressources, s'organisent pour réfléchir sur les techniques et les approches pour remédier à ceux-ci ; de ces réflexions et observations, que cela soit au niveau individuel ou sur un plan collectif, jaillissent des innovations et des connaissances locales qui, progressivement feront l'objet de partage, de diffusion, de vulgarisation, de capitalisation et d'adaptation. Le moteur de la dynamique GDT est constitué par le producteur en perpétuelle recherche de solutions durables aux contraintes perçues dans le processus de création de valeurs (richesses). Les communautés locales en général et les producteurs en particulier

devront reprendre leur place dans cette dynamique de GDT en agissant par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Cela demande de renforcer les processus de gestion des espaces collectifs en reconnaissant les droits (prélèvements et utilisations) et devoirs (contribution à l'entretien et amortissement des structures) et donc des conventions claires et connues de tous. Le renforcement des capacités et le transfert de connaissance débute au niveau de l'école, un lieu qui a été sous utilisé dans le cas des trois projets du PIS mais ou peuvent naitre des vocations et une plus forte cohérence sociale.

## 2. Conclusions

Quatre principales conclusions :

- ✓ **Conclusion 1** : de manière globale, les projets du portefeuille du PIS/TerrAfrica ont mis en œuvre au Niger des expériences enrichissantes et diversifiées de gestion durable des ressources naturelles en fonction d'une part du contexte socio-économique, écologique et environnemental de leurs zones d'intervention et d'autre part des stratégies nationales de GDT. Ayant couvert ensemble la quasi-totalité du territoire national, ces projets, qui ont démontré leur maîtrise satisfaisante des normes et des processus de réalisation des technologies de CES/DRS, ont appliqué des approches différentes dont la plus novatrice au point de vue institutionnelle est celle du PAC II qui repose sur un transfert de la maîtrise d'ouvrage aux communes et une approche programme. Cette orientation méthodologique se généralise avec les nouveaux investissements dans le secteur de la GDT et surtout avec l'adoption du CS-GDT qui devrait être l'unique cadre de référence dans le secteur de la GDT en matière d'organisation, de planification, et d'exécution des investissements de GDT. L'alignement de tous les projets actuels et futurs sur les directives de ce cadre stratégique demeure essentiel pour « améliorer la GDT et, ainsi lutter efficacement contre l'Insécurité Alimentaire, améliorer la résilience des populations face aux changements climatiques et accroître la performance de l'économie du Niger ».
- ✓ **Conclusion 2** : malgré des difficultés/contraintes observées dans la réalisation des interventions de GDT, ces projets du PIS/TerrAfrica ont introduit, développé et mis à l'échelle plusieurs bonnes pratiques de GDT : Zaï, RNA, demi-lunes forestière et agricole, lutte contre le sida cordifolia dans la région de Maradi, et lutte contre l'ensablement des terres dans les régions de Diffa et de Zinder. A côté de ces technologies de CES/DRS, des approches ont été identifiées comme étant des bonnes pratiques de GDT : approche du PAC II, la composante suivi-évaluation du PLECO et les champs écoles pour le PASADEM. Ces bonnes pratiques (approches et technologies) ont contribué au renforcement durable des capacités des communes, des communautés locales et des autres acteurs de la société civile (ONG/Associations de développement). Elles ont provoqué sur plusieurs sites l'inversion des tendances de dégradation des terres et d'insécurité alimentaire quasi-chronique. Mais, la durabilité de ces résultats reste encore fragile en raison des faibles capacités des populations locales (auto promotion, capacité de financement), des communes (de contribution aux efforts financiers et techniques, capacités techniques et en gestion administrative et financière), et surtout des services techniques (sans aucun moyen, et accès au renforcement des capacités et des informations).
- ✓ **Conclusion 3** : trois leçons ressortent de cette revue détaillée :
  - **Leçon 1** : Dans le contexte particulier du Niger, les investissements de GDT exigent des ressources financières importantes et une longue durée de mise en œuvre (au moins 15 ans pour les volets accompagnement avec le renforcements des capacités et suivi/évaluation) pour rendre irréversibles les résultats atteints.
  - **Leçon 2** : la sécurisation foncière des terres communautaires doit être engagée avant la réalisation des travaux de GDT en dialogue permanent avec les populations locales –choix des sites, vision future, accès et usages; celle-ci doit être accompagnée par

l'élaboration et l'adoption par les communautés d'un plan de gestion des ressources naturelles sur les sites récupérés.

- **Leçon 3** : ce sont les innovations locales promues par les producteurs eux-mêmes et pour eux-mêmes qui sont générateurs d'impacts significatifs et durables. Un partenariat systématique entre communautés et recherche/développement permettrait de démultiplier plus vite les innovations locales; toute action de gestion des ressources naturelles qui émane d'un processus exogène de prise de décision (extérieur aux initiatives individuelles et aux communautés locales) ne sera point durable, et demeurera vaine (beaucoup de temps et d'efforts à renouveler perpétuellement).
- ✓ **Conclusion 4** : le Niger constitue l'une des références mondiales majeures en matière d'élaboration et de mise en œuvre de cadres stratégiques de GDT : des centaines de technologies et d'approches ont été expérimentées au cours de ces quatre dernières décennies suite à la mobilisation d'importantes ressources financières extérieures. Les résultats en matière de reforestation et de récupération des terres se chiffrent par des centaines de milliers d'hectares. Malgré ces efforts importants de structuration et d'investissements dans la GDT et surtout les progrès notables enregistrés par ces projets de développement selon leurs rapports d'achèvement, la problématique de la dégradation des terres demeure encore entière et le Niger reste le pays le plus pauvre du monde en termes d'IDH (PNUD) qui vit depuis plusieurs décennies une insécurité alimentaire quasi-chronique et une malnutrition infantile généralisée. Les interventions du PAM sont devenues incontournables et plus que nécessaires pour maintenir les populations dans leurs terroirs. Les zones d'intervention des projets du PIS/TerrAfrica demeurent encore de nos jours soumises à une insécurité alimentaire sévère, à la pauvreté et à une dégradation accélérée des terres malgré tous ces efforts. Le maintien à long terme de ces tendances de déséquilibre soulève bien des questions sur les véritables impacts des interventions de tous ces projets, de leur efficacité à transformer ce paysage de crise, et surtout de leur propension à améliorer de manière durable les conditions de vie de la majorité des populations locales. Les interventions de GDT doivent être conçues dans leur territoire physique et humain et de manière systématique charge un équilibre optimal entre les trois types de solutions «améliorer la productivité, améliorer les conditions d'existence des populations, et améliorer les conditions naturelles (environnement) ». Cet équilibre varie dans le temps et demande sans cesse une adaptation, et de repenser le système. Les impacts du changement climatique rendent urgent d'intégrer cette approche dans les projets car c'est dans la gestion durable des eaux et des sols que se détermine la résilience des systèmes.

Il est suggéré que tous les documents produits par les projets FEM/PIS –ainsi que les autres projets qui interviennent dans ce domaine- soient réunis dans les différentes bibliothèques d'universités du pays impliqués dans la formation des futurs experts du pays. Ces universités pourraient jouer un rôle plus actif dans le suivi-évaluation à long terme en utilisant les sites restaurés de leur région comme site d'étude. C'est une opportunité pour mieux intégrer l'enseignement, la recherche et le développement et préparer les jeunes à être opérationnels.

## Bibliographie

1. PASADEM : Carte des sites de récupération des terres dégradées et de lutte contre le Sida Cordifolia (2013, pdf)
2. PASADEM : Carte des sites de récupération des terres dégradées et de lutte contre le Sida Cordifolia (2014) en version jpeg et pdf
3. PASADEM : Carte de la répartition des villages où la RNA est pratiquée (2014) en version JPEG et PDF
4. PASADEM : PASADEM INFO (Bulletin d'information du PASADEM sous format pdf) : N° 2 février 2013, N° 3 mai - juin 2013, N° 4 janvier-février 2014, N° 7 juillet-Août 2014, N°8 décembre 2014 – janvier 2015
5. PASADEM : Note de capitalisation des bonnes pratiques : « la lutte contre le Sida Cordifolia » (document pdf et word)
6. Maman Saley Senior Programme assistant SO Maradi, PAM Niger : « Dargué : Intégration des activités pour la résilience. Le renforcement de la résilience des ménages vulnérables et l'empowerment des femmes », fiche de bonne pratique, PASADEM, avril 2015 (document pdf)
7. PASADEM : Fiche technique sur les semences fourragères locales, draft 1 (document word)
8. PASADEM : Liste des propriétaires fonciers bénéficiaires de l'appui du PASADEM (fichier excel)
9. PASADEM : Message radio de sensibilisation en haoussa sur la RNA (format mp3)
10. PASADEM : Module de formation sur la RNA en format word (14 pages)
11. PASADEM : Note de capitalisation : Stratégie du PASADEM en matière de gestion des savoirs dans le domaine de la Gestion Durable de Terres (GDT), document pdf (3 pages)
12. PASADEM : Note de capitalisation : Expérience du Programme Niger FIDA dans la mise à l'échelle de la Régénération Naturelle Assistée (RNA), document pdf (4 pages)
13. PASADEM : Note d'information sur la RNA, document word (2 pages)
14. PASADEM : Note d'information sur la récupération des terres dégradées, document word (3 pages)
15. PASADEM : Message radio de sensibilisation sur la RNA, ONG PGEDER, format mp3
16. Maman Djibo, Maman Salissou Dayabou et al (juillet 2015) : « Etudes Effets Impacts des actions de restauration des terres dégradées », Rapport d'évaluation des effets-impacts de la composante FEM du PASADEM, PASADEM, juillet 2015, document word, 81 pages,
17. PPILDA : Rapport annuel d'activités de la composante FEM du PPILDA du 1<sup>er</sup> janvier au 15 décembre 2012, décembre 2012, version provisoire, document word, 13 pages
18. PASADEM : Rapport annuel d'activités de la composante FEM du PASADEM du 1<sup>er</sup> janvier au 15 novembre 2013, novembre 2013, version provisoire, document word, 17 pages
19. PASADEM : Rapport annuel d'activités de la composante GDT FEM du 1<sup>er</sup> janvier au 15 décembre 2014, document word, 10 pages
20. BNIC/SCP (juillet 2015) : Suivi des effets/impacts de la sous composante A4 du PASADEM (Don FEM), rapport final, PASADEM, document word, 58 pages
21. Mission de revue à mi parcours (du 22 novembre au 9 décembre 2014) : rapport final, PASADEM, document word, 46 pages
22. Arrêté n° 0102 /MEE/LCD/DGE/EF/DEP du 22 septembre 2010 portant création, attributions, composition et fonctionnement du comité de pilotage du PLECO, document pdf, 3 pages
23. Planification Participative Communautaire (Vivres/Cash/Coupons pour la création d'actifs et interventions complémentaires) : cas de la communauté Karalalé (CU de Gouré, Département de Gouré), du 24 au 25 décembre 2012, PLECO, document word, 15 pages
24. Dr Tidjani A. Didier (2015) : Capitalisation des acquis en matière d'études et de recherche sur la lutte contre l'ensablement d'origine éolienne, présentation ppt lors du forum national sur la GDT, 34 diapositives, mai 2015

25. Identification des zones les plus menacées par l'invasion des dunes de sable dans la zone du PLECO : rapport final, PLECO, octobre 2010, document word, 46 pages
26. PLECO : Plan d'Actions du Site de Koublé Doki (Commune de Gouré), mars 2011, document pdf, 43 pages
27. Mamadou Mamane, Nassirou Djibrilou, Fatimata Diakité (2014) : « capitalisation des expériences du PLECO en matière de Genre et d'amélioration des outils de fixation biologique et mécanique des dunes », PLECO, mai 2014, document word, 40 pages
28. Dr Syaka SADIO, Colonel Hamidil ALIO, Dr Abdoulaye NOMAOU (2013) : rapport final d'évaluation à mi-parcours, PLECO, septembre 2013, document pdf, 135 pages
29. PLECO : Plan de Travail Annuel (PTA) 2015 du PLECO et son budget (mai 2015), document word, 16 pages
30. CNSEE et FA/UAM de Niamey (2014) : « Rapport annuel d'activité (AN3) : suivi de l'ensablement et de la dégradation des terres, Composante 3 (PLECO) campagne 2013-2014 », PLECO, juin 2014, document word, 23 pages
31. CNSEE et UAM de Niamey (2013) : « Rapport annuel d'activité : suivi de l'ensablement et de la dégradation des terres, Composante 3 (PLECO) campagne 2012 », PLECO, mars 2013, document word, 22 pages
32. Cabinet CADES (2014) : « Etude sur le mode de gestion foncière, l'identification et la catégorisation des exploitants en vue de renforcer leurs capacités techniques et matérielles pour une meilleure exploitation agro-sylvo-pastorale des sept (7) cuvettes dans les départements de Gouré, Goudoumaria et Mainé soroa : rapport définitif », PLECO, mai 2014, document word, 30 pages
33. Abdoulaye Mahamane, Mariama Nouhou, Amina Traoré Alzouma (OSE IL ED/YANAHI - antenne de zinder-) : rapport de synthèse de la mission de mise en place des COGERNAT dans la zone d'intervention du PLECO du 24/06 au 6/07/2012, PLECO, document word, 29 pages
34. OSE IL ED/YANAHI -antenne de zinder- : rapport de formation des comités locaux de gestion des ressources naturelles (COGERNAT) en vie associative et en bonnes pratiques compatibles avec la gestion durable des terres, Rapport final, PLECO, juin 2011, document word, 47 pages
35. Dr Tidjani Adamou Didier (2013) : Etude pédologique des sites d'observatoire de l'ensablement et de la dégradation des terres, Département de Gouré : Gassafa – Bouné – Worro, Département de Mainé soroa : Boulbouldji – Kil – Gouderam (Robodji), mai 2013, document word, 82 pages
36. Division des statistiques et de la cartographie forestière (2006) :Analyse diagnostique détaillée de la zone d'intervention du PLECO, Rapport provisoire, PLECO, Juin 2006, document word, 91 pages
37. Dr Tidjani Adamou Didier, Dr Dan Guimbo Iro, Dr Lamine Manzo Ousmane, et Tanimoune Inoussa (2011) : Situation de référence des sites de suivi des paramètres de l'ensablement et de la dégradation des terres et caractérisation socio- économique -Observatoires de Bouné, Worro, Kil et Gouderam Zone d'intervention du PLECO-, Rapport provisoire, PLECO, juillet 2011, document word, 125 pages
38. Dr Tidjani Adamou Didier et al (2013) : Suivi de l'ensablement et du niveau des nappes phréatiques, Composante 3 (PLECO), Rapport technique, PLECO, mai 2013, document word, 56 pages

39. Dr Lamine Manzo Ousmane, Dr Dan Guimbo Iro, M. Tahirou Sina, M. Mahamadou Abdou, (2011) : Situation de référence des sites de suivi des paramètres de l'ensablement et de la dégradation des terres (Végétation herbacées et états de surface) et mise en place du dispositif de suivi de *Leptadenia pyrotechnica* Observatoires de Bouné, Worro, Kil et Goudéram (Zone d'intervention du PLECO), Rapport provisoire, PLECO, octobre 2011, document word, 49 pages
40. Audit Environnemental et Social du Projet de Lutte Contre l'Ensablement des Cuvettes Oasiennes (PLECO) dans les départements de Goudoumaria, Maïné-Soroa et Gouré, Rapport définitif, PLECO, janvier 2013, document word, 60 pages
41. Dr Laminou M. Ousmane, Dr Dan Guimbo Iro, M. Rabiou Habou (2012) : Campagne 2012 de collecte des données sur la végétation au niveau du dispositif de suivi des dunes de sable et de la dégradation des terres dans la zone d'intervention du projet PLECO, Rapport provisoire, PLECO, février 2012, document word, 60 pages
42. Dr Laminou M. Ousmane, M. Rabiou Habou, Cdt Shitou (2015) : Collecte des données sur la végétation au niveau du dispositif de suivi des dunes de sable et de la dégradation des terres dans la zone d'intervention du projet PLECO Campagne 2014, Rapport provisoire, PLECO, janvier 2015, document word, 34 pages
43. Commission Foncière Départementale de Gouré : rapport de mission : mise en place des commissions foncières de base (COFOB) dans les villages d'intervention du Projet de Lutte Contre l'Ensablement des Cuvettes Oasiennes (PLECO), PLECO, juillet 2011, document word, 10 pages
44. Zabeirou Toudjani, Guéro Maman (2015) : Manuel de fixation des dunes, PLECO, mai 2015, 46 pages
45. Mamadou Mamane, Pr Ambouta Karimou, Hamidil Alio (2015) : Dégradation des terres et lutte contre l'ensablement au Niger, PLECO, mai 2015, 69 pages
46. PAC II, Dépliant de présentation du projet,
47. PAC II (2012) : Rapport d'achèvement des financements IDA et FEM, décembre 2012, 38 pages
48. PAC II, « une cinquantaine de questions pour mieux connaître le PAC II », 24 pages
49. Hanspeter Liniger, Rima Mekdaschi Studer, Christine Hauert, Mats Gurtner (2011) : La pratique de la gestion durable des terres : directives et bonnes pratiques pour l'Afrique subsaharienne, FAO, 2011
50. Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (2014) : Cadre stratégique de la gestion durable des terres (CS-GDT) au Niger et son plan d'investissement 2015 – 2029, ME/SU/DD, novembre 2014
51. Abdoulaye Soumaila, Patrick Sauter, Eric Tielkes (2002) : Techniques CES et données WOCAT au Niger, rapport final d'atelier organisé en novembre 2002, 150 pages

## Annexes

### Annexe 1: Liste des interventions GDT mises en œuvre, testées, ou pilotées dans le pays dans le cadre des projets SIP/TerrAfrica

Institution	Intitulé de l'intervention GDT	Zone d'application	Caractéristiques
<b>PLECO</b>	Stabilisation des dunes	Départements de Gouré (Zinder), de Goudoumaria (Diffa) et de Maïné Soroa (Diffa)	Technologie avec : des mesures structurelles (haies-palisades avec les rachis de palmier doum -hyphaene thebaica- ou du dattier –phoenix dactylifera-, les branchages de leptadenia pyrotechnica, les tiges de calotropis procera et les tiges de pennisetum typhoides), et des mesures biologiques (ensemencement d'herbacées adaptées au milieu dunaire et plantation d'espèces végétales pérennes)
<b>PASADEM</b>	Régénération naturelle assistée	Région de Maradi sur des terres agricoles et sylvo-pastorales	Technologie qui est une mesure consistant à repérer, protéger et éduquer les jeunes pousses (semis, rejets de souches, drageons, marcottes, etc.) pour accélérer ou orienter en fonction de ses centres d'intérêt le processus de la régénération naturelle. Dans les champs, elle consiste à épargner des rejets de différents arbres et arbustes au cours du défrichage des champs (en saison sèche ou saison des pluies).
	Demi-lune forestière ensemencée et plantée	Région de Maradi sur des terres communautaires sylvo-pastorales	Technologie appliquée sur des terres communautaires pastorales avec : un micro bassin en forme de demi lune pour la rétention de l'eau de pluie avec ajout de la fumure organique et un traitement biologique (ensemencement de graminées locales récoltées dans la région et plantation d'acacia radiana)
	Zaï	Région de Maradi dans des exploitations agricoles	Technologie appliquée sur des terres agricoles : un micro bassin pour la rétention de l'eau de pluie avec ajout de la fumure organique
	Lutte contre le Sida Cordifolia	Région de Maradi sur des terres communautaires sylvo-pastorales	Technologie mise en œuvre en trois étapes : Etape 1: traitement mécanique saison sèche Définition du statut du site à aménager Ciblage des bénéficiaires et mise en place des COGES Arrachage, ramassage et brulis des résidus et graines du <i>Sida Cordifolia</i>

			<p>Etape 2: traitement mécanique saison hivernale</p> <p>Sarclage des jeunes pousses du <i>sida cordifolia</i> et ensemencement des espèces herbacées appréciées</p> <p>Arrachage pied par pied des nouvelles repousses avant fructification</p> <p>mise en place des équipements de surveillance aux COGES</p> <p>Formation des COGES en production de semences pastorales</p> <p>Mise en défend du site pour 3 ans à négocier avec l'ensemble des parties prenantes</p> <p>Etape 3 : consolidation et durabilité (année 2 et 3)</p> <p>Renforcement de l'ensemencement des herbacées et arrachage pied par pied des repousses du <i>sida Cordifolia</i></p> <p>Initiation d'un processus concerté pour lever la mise en défens et mettre en exploitation le site</p>
<b>PAC II</b>	Régénération naturelle assistée avec plantation d'acacia senegal	Zone d'intervention du PAC II	<p>Technologie qui est une mesure consistant à repérer, protéger et éduquer les jeunes pousses (semis, rejets de souches, drageons, marcottes, etc.) pour accélérer ou orienter en fonction de ses centres d'intérêt le processus de la régénération naturelle.</p> <p>Sur les terres communautaires pastorales, le PAC II a accompagné cette RNA avec la plantation d'acacia senegal (gomme arabique).</p>

## **Annexe 2: Détail sur les bonnes pratiques documentées en utilisant l'approche ILEIA et FAO**

- a. Fiche technique de l'étude de cas sur la Lutte contre l'ensablement de la cuvette dans les régions de Diffa et de Zinder (PLECO)**
- b. Fiche technique de l'étude de cas sur la régénération naturelle assistée dans la région de Maradi (PASADEM)**

**Annexe 3 : détail sur les innovations documentées (en utilisant la méthode proposées par le projet SIP SCI-SLM projet)**

**a. Fiche technique de l'approche Champs Ecoles Paysans**

## Annexe 4: Tableaux (provisaires) résumés sur les projets SIP

### a. Annexe 4.1 : Tableau synthétique de présentation des principales caractéristiques des projets du portefeuille PIS/TerrAfrica

**Tableau A1 : Projets SIP : caractéristiques principales (titre et budget)**

Thème Focal du GEF : Dégradation des terres ; FP=GEF full size project ; MSP=GEF Medium Size Project

GEF_ID	Agence	Agence ID	Type de projet	Statut	Titre	Si fait partie d'un projet plus large, nom du Master projet	GEF Quantité	Cofinancement Quantité	type de financement
3381_Niger	UNDP		FP	En cours	SIP: Oasis Micro-Basin Sand Invasion Control in the Gouré and Maïné-soroa Regions (PLECO)	CPAP	2 020 000	10 260 000	Don FEM + cofinancement de l'Etat, des 8 communes et autres partenaires
3382_Niger	World Bank		FP	Finalisé	SIP: Community Driven SLM for Environmental and Food Security (? CPAC II)	CPAC II	4 500 000	40 300 000	Mix (don –FEM-et prêt)
3383_Niger	IFAD		FP	En cours	SIP: Agricultural and Rural Rehabilitation and Development Initiative (ARRDI)	PASADEM (Food Security and Development Support Project in the Maradi Region)	4 200 000	13 452 000	Mix (don –FEM-et prêt)
3872-REG	World Bank		MSP	Approuvé	SIP: Monitoring Carbon and Environmental and Socio-Economic Co-Benefits of BioCF Projects in SSA	(Programme Régional / Vérifier si mis en oeuvre au Niger)	915 000	12 867 500	

**Tableau A2 : Projets SIP : caractéristiques principales (dates)-**

GEF_ID	Agence	PIF Date d'approbation	Projet Date d'approbation	CEO Date d'approbation	Date réelle de début de mise en œuvre	Durée Prévue	Durée Réelle	Date de finalisation (si pertinent)
3381	UNDP	04-janv-08	14-juin-07		1 <sup>er</sup> juin 2010 pour la partie opérationnelle et janvier 2010 pour la partie institutionnelle	5 ans	5,5 ans	31 décembre 2014 pour le fonds FEM ; le PNUD continue son financement
3382	World Bank	28-janv-08	14-juin-07			6		30-avr-13
3383	IFAD	19-déc-07	14-juin-07			6		Juin 2015
3872	World Bank	21-janv-09	21-janv-09					

**Tableau A3 (1): Comité de pilotage des projets SIP**

GEF code	IA	Structure d'accueil du projet	Comite de pilotage						Réunion du comité	
			1	2	3	4	5	6		autres
3381	UNDP	Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MESU/DD)	SG/Région Diffa et SG/Région Zinder	PNUD	Ministères Agriculture ; Plan/ Aménagement du Territoire/Développement Communautaire ; Commerce/Industrie/Promotion Jeunes Entrepreneurs ; Economie/Finance ;	CNEDD ; I3N ;	8 maires des communes d'intervention du PLECO	Chambre des commerce Diffa/Zinder	SP/I3N/Diffa et Zinder ; COFODEP/Gouré ; COFODEP Maïné ; COFODEP Goudoumaria ; Représentant ONG/Association de développement du domaine LCE	Annuelle, Validation du bilan mise en œuvre des recommandations, du bilan des réalisations annuelles, du Plan de Travail Annuel (PTA)
3382	World Bank									
3383	IFAD		RECA	Ministère du plan	I3N	Min environnement	Ministère de l'agriculture	Conseil régional	Gouvernorat, répondant régionaux des services membres des ministères techniques, les représentants des maires et des préfets	Annuelle Validation des rapports et des programmes annuels
3872	World Bank									

**Tableau A3 (2): Principaux partenaires impliqués dans le projet**

GEF code	IA	Policy advice and guidance	Knowledge provision	Capacity development (inc. farmer field schools):	Technical implementation (SLM practices)	Implementation (non SLM activities)	Research and Development (piloting)	Donor	Other
3381	UNDP	MESU/DD	Université de Niamey	Acteurs locaux et communautés rurales des sites d'intervention du projet	Antennes PLECO de Gouré et de Maïné-soroa et communautés des sites d'intervention	PLECO	Université de Niamey, CNSEE, BEEEI	FEM, PNUD, Etat du Niger (contrepartie)	PAM
3382	WB								
3383	IFAD	Ministry of Ag/ Ministry of Env	Universités de Niamey, Maradi	Farmers organisations, hadin gwiwa, SLM groups	PPILDA and PASADEM projects /SLM focal points at community level	PASADEM	INRAN, AGRHYMET	IFAD	WFP
3872	WB								

**Tableaux A3 (3) : Bénéficiaires des projets**

GEF ID	IA	Agriculture commerciale (grande, moyenne)	Petits agriculteurs (tournés vers le marché)	Agriculture de subsistance	Éleveurs	Pêcheurs	Habitants des forêts	Groupes ethniques spécifiques	Femme seule-chef de famille	Autres	Différence de rôles (hommes et femmes)
3381	UNDP	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Ménages vulnérables et Très pauvres	Aussi (dans le cadre du Food work)	Genre	Pas tellement
3382	WB										
3383	IFAD		x	X	X	X		Très pauvres	X very poor	jeunes	En partie
3872	WB										

**Tableaux A4 : Eléments de cadrage**

GEF ID	Agence	Aspects fonciers abordés?	Aspects genre abordés ?	Intégration des objectifs de la GDT dans d'autres objectifs et stratégies sectorielles?	secteurs impliqués dans le travail intersectoriel	Mise en place d'un cadre incitatif pour la GDT dans le projet	
3381	UNDP	Oui pour le statut du foncier	Oui		Sécurité alimentaire, Résilience, GRN	Plan local de gestion par site	Comités locaux de gestion des ressources naturelles (COGERNAT) ; appui à la mise en valeur des terres de cuvettes (Equipped d'exhaure, kit de production agricole, encadrement des producteurs)
3382	World Bank						
3383	IFAD	Principalement dans la réalisation de la base de référence Depuis le début avec le code rural et les CoFO	Oui	partiellement (Irrigation, IGAs, accès au marché)	sécurité alimentaire, résilience	Conçu cadre incitatif pour la gestion durable des terres	organisation des communautés, fourniture d'équipements de base, aide PAM "argent contre travail" etc.
3872	World Bank						

**Tableau c1: SIP Projets : Documentation administrative disponible**

GEF_ID	Agence	PIF	PAD	ProDoc & / or CEO Endorsement Doc	TT	Annuel / ISR / PIR	MTE/R	ICR	TE	Autre
3381	UNDP	v Dec 2007		v Nov 2009		Oui en juin de chaque année	v Sept 2013			
3382	World Bank		v May 2008					v Oct 2013		PAD for PAC 3 (April 2013); CSIN-GDT (March 2011)
3383	IFAD	v Dec 2007					vDec2014			PASADEM - MTR mission Nov / Dec 2014 ;
3872	World Bank	v Jan 2009		v June 2010						Grant Funding Request (2013)

PIF	Project Identification	TT	Tracking Tool
PAD	Project Appraisal Document (WB)	ISR	Implementation Status Report (WB)
ProDoc	Project Document (other GEF agencies)	MTE	Mid-Term Evaluation (other GEF agencies)
ICR	Implementation Completions and Results Report (WB)	TE	Terminal Evaluation (other GEF agencies)

**Tableau c2: SIP Projets : Documentation produite par le projet**

GEF_ID	Agence	Site Web	Documents techniques (personnel tech)	manuel de formation	lignes directrices	notes brèves techniques	jeu de posters	TV program Vidéo ou documentaires	document audio/radio	Articles de journaux	Autres
3381	UNDP	Non	Beaucoup	Fixation des dunes, Quelques pratiques GDT, formation en GRN, Formation COFOB, en vie associatives	Renforcement techniques des acteurs et institutions	Beaucoup	Photos, Kakémonos, Tee-shirts, casquettes	Film documentaire sur la lutte contre l'ensablement au Niger	Sketch de sensibilisation en langues	Présentation de la problématique et résultats du PLECO	
3382	World Bank										
3383	IFAD	Oui	v (Fiches d'info)	Oui (RNA, production de semences, les champs école, etc.)		v (fiches MDA)	Poster (réhabilitation des terres & CES)	v (vidéo sur des terres dégradées)	Oui, (film sur la GDT)	Oui, journal du PASADEM (en langue locale avec la diffusion du code forestier, modules de formation des champs école)	
3872	World Bank										

**Tableau c3: SIP Projets : Documentation produite par le projet et disponible en langue (s) locale (s)**

GEF_ID	Agence	Site Web	Documents techniques	manuel de formation	lignes directrices	notes brèves techniques	jeu de posters	TV programme ou Vidéo	document audio/radio	Articles de journaux	Autres
3381	UNDP										
3382	World Bank										
3383	IFAD										

**Leçons et Apprentissages possibles sur la GDT à partir des projets SIP au Niger**

**Tableau d1: SIP projets – Sujets sur lesquels les Projets SIP ont des leçons à partager**

A= expérience à partager ; B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé ; H= ne sais pas

GEF_ID	Agence	Gestion durable des terres (méthodo)	Gestion de la fertilité des sols	Gestion de bassin / gestion de territoire	Gestion des ressources en eau	Gestion des forêts	Changement climatique prévention / adaptation	Projet d'urgence / Gestion du risque climatique	Developpement & gestion de l'irrigation	Gestion de la pêche / aquaculture	Gestion de l'élevage	Variétés de cultures et sélection végétale	Developpement de la bioénergie
3381	UNDP	A, B	A, B	A, B	A	A, B	A, B	A, B	A	G	A	A, B	G
3382	WB												
3383	IFAD	A	A, B	A, B	A, B	A, B	A, B	A, B	A	A, B	A, B	A, B	
3872	WB												

Commentaires :

**Tableau d2: SIP projets – Sujets sur lesquels les SIP projets ont des leçons à partager (suite)**

A= expérience à partager ; B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; G=pas abordé ; H= ne sais pas

GEF_ID	Agence	Planning/processus participatifs	Inclusion sociale et gestion du genre (.i.e hommes et femmes)	Renforcement des capacités	Communication et réseau
3381	UNDP	A, B	A, B	A, B	A, B
3382	WB				
3383	IFAD	A, B	A, B	A, B	A, B
3872	WB				

Commentaires :

**Tableau E 1: SIP projets – Techniques/approches de Gestion durable des terres mises en œuvre**

Note : interventions de gestion durable des terres et autres interventions de terrain mis en œuvre (ne sont indiquées que celles couvertes par le projet (selon le plan) ou celles qui ont été ajoutées (non planifiées mais un effet du projet) ;

A= expérience à partager ; B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé

GEF_ID	Agence	Gestion durable des terres (planning ou développement méthodologique )	Gestion de la fertilité des sols	évaluation de la microbiologie des sols	systèmes d'agriculture de conservation (y compris labour mini ou le non labour)	Conservation des eaux et des sols	Design et amélioration des systèmes agro-forestiers	Design et amélioration des systèmes sylvo-pastoraux	Gestion des terres de parcours et de pâturage	Gestion de l'élevage	Gestion intégrée polyculture et élevage
3381	UNDP	A	A	A	A, B	A, B	A, B	A	A	G	A
3382	WB										
3383	IFAD	A,B	A,B	A	A,B	A,B,F	A,B, F	A,B	A,B	A,B	
3872	WB										

Commentaires :

**Tableau E2: SIP projets – Techniques/approches de Gestion durable des terres mises en œuvre (suite)**

Note : interventions de gestion durable des terres et autres interventions de terrain mis en œuvre (ne sont indiquées que celles couvertes par le projet (selon le plan) ou celles qui ont été ajoutées (non planifiées mais un effet du projet) ;

A= expérience à partager ; B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé

GEF_ID	Agence	Foret/ produits diversifiés des forêts (gestion)	Pêche/ aquaculture (développement/ gestion)	Gestion de bassin versant	Collecte des eaux de ruissellement	Petits barrages et bassin de rétention	Irrigation design/ modernisation / développement/ gestion	Drainage design/modernisation/ développement/ gestion	Gestion intégrée des maladies
3381	UNDP	A, B	G	A	G	A, B	A	A	G
3382	WB								
3383	IFAD	A	A	D	A,B,F	A, B	A (site de 2 hectares)		
3872	WB								

Commentaires : micro climat créé aura un impact hors site sur les terrains environnants en matière de biodiversité et de drainage des eaux

**Tableau F1 : Technologies et approches de gestion durable des terres: approches de gestion des eaux et des sols**

Note :(ne sont indiquées que les interventions couvertes par le projet (selon le plan) ou celles qui ont été ajoutées (non planifiées mais un effet du projet) ;

A= testé ou mis en œuvre à large échelle (A1 sur 1 site ; A2 – sur plusieurs sites) ;

B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé

GEF_ID	Agence	Plans de bassins versants	Plan d'utilisation des terres au niveau communautaire	Accords de gestion du pâturage, enclos	Zones de conservation des eaux et des sols	Corridors végétaux /trame verte	Autres approches de gestion des eaux et des sols	inter-culture	régénération naturelle des arbres ou autre végétation
3381	UNDP		A2	G	A2	A2	A2	A2	A2
3382	WB								
3383	IFAD		A1,B,E,F	A2	A1,B,E,F	A2			A2, B, E, F
3872	WB								

Commentaires :

**Tableau F2 : Technologies et approches de gestion durable des terres: approches de gestion des eaux et des sols –suite**

Note :(ne sont indiquées que les interventions couvertes par le projet (selon le plan) ou celles qui ont été ajoutées (non planifiées mais un effet du projet) ;

A= testé ou mis en œuvre à large échelle (A1 sur 1 site ; A2 – sur plusieurs sites) ;

B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé

GEF_ID	Agence	Agro-foresterie	plantation et reboisement	non labour	paillage et résidus de récolte	rotation des cultures	jachère	Compost/engrais verts	gestion intégrée des ravageurs	Bande de végétation de couverture
3381	UNDP	A2	A2		A2, B	A2		A2		A2
3382	WB									
3383	IFAD	A2, E, F	A2, E, F		A2,	A2		A2	A2	
3872	WB									

Commentaires :

### Tableau E1 : Technologies et approches de GDT: Mesures organiques ou végétatives

Note :(ne sont indiquées que les interventions couvertes par le projet (selon le plan) ou celles qui ont été ajoutées (non planifiées mais un effet du projet) ;

A= testé ou mis en œuvre à large échelle (A1 sur 1 site ; A2 – sur plusieurs sites) ;

B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé

GEF_ID	Agence	plantation des contours	Re-végétation des zones marginales	Systèmes intégrés agriculture-élevage	zones boisées	haies vives	options alternatives au bois de feu	stabilisation des dunes de sable	autre mesure
3381	UNDP		A2				A2	A2	Régénération naturelle assistée
3382	WB								
3383	IFAD		A2, D, E, F	A2	A2		A2, F		Régénération naturelle assistée et demi lunes
3872	WB								

Commentaires :

### Tableau E2 : Technologies et approches de GDT: mesures structurelles

Note :(ne sont indiquées que les interventions couvertes par le projet (selon le plan) ou celles qui ont été ajoutées (non planifiées mais un effet du projet) ;

A= testé ou mis en œuvre à large échelle (A1 sur 1 site ; A2 – sur plusieurs sites) ;

B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé

GEF_ID	Agence	Terraces et autres structures physiques (e.g. cordons de terres, cordons pierreux, Terrasse en étage etc.)	Contrôle des crues et mesures de drainage (e.g. collecte des eaux dans des bassins en pierre, drains de coupure, drains végétalistes ou pavés, barrage de dérivation etc.)	Collecte des eaux, gestion des eaux de ruissellement, et l'irrigation à petite échelle (puits peu profonds / forages, micro étangs, citernes souterraines, bassins de percolation, étangs agricoles, bassins collinaires	mesures de contrôle du ravinement (par exemple, digues de pierre, barrages de contrôle avec branchages, coupe /remodelage de ravins etc.)	Autre mesure structurelle
3381	UNDP			A2	A2	
3382	WB					
3383	IFAD		A1	A2,B		
3872	WB					

Commentaires :

**Tableau F1 : Interventions de support: filières, marketing, crédit etc**

Note :(ne sont indiquées que les interventions couvertes par le projet (selon le plan) ou celles qui ont été ajoutées (non planifiées mais un effet du projet) ;

A= testé ou mis en œuvre à large échelle (A1 sur 1 site ; A2 – sur plusieurs sites) ;

B= leçon positive ; C= leçon négative ; D= surprise/résultat inattendu; E= innovation, F- démultiplication G=pas abordé

GEF_ID	IA	Récolte et Stockage	Transformation	Services de marketing et de conseil	Recherche et développement appliqués	Support à la commercialisation des productions (1)	services ruraux de financement	stratégies alternatives de subsistance basée sur les ressources naturelles	design de politiques ou stratégies	Networking et partage de connaissance	Fermes écoles et formations sur mesure	Communication (2)	autre
3381	UNDP	A						A	A	A	A		
3382	WB												
3383	IFAD	collecte (semences fourrage)	Produits forestiers non ligneux (huile et savon)	vente semences	Travaux avec les universités sur l'évaluation des impacts écologiques, environnementaux, et socio-économiques des mesures GDT	certification, commerce équitable , les systèmes d'étiquetage écologique			Influence des orientations du ministère de l'environnement en matière de RNA	Appui à la plateforme GDT et cadre concertation avec les autres ONG	Champs école développés	communication pour le développement rurale, avec radio, utilisations de téléphones portables	activités génératrices de revenu
3872	WB												

Note : (1) par exemple : certification, commerce équitable , les systèmes d'étiquetage écologique )

(2) communication pour le développement rurale, avec radio, utilisations de téléphone portables, etc.

**Commentaires :**

## Synthèse et Bilan des discussions

**Tableau 4: Assemblage des résultats des projets (leçons communes des différents projets mis en œuvre dans le pays)**

Leçons et apprentissages	+/- ou inconnu	Recommandations / proposition pour des améliorations (approche méthodologique, interventions)	Acteurs clefs à impliquer, partenariats proposés

**Tableau 5: Documentation de bonne pratiques et innovations sur le terrain**

<b>Bonne pratique ou innovation réussie</b>	<b>Site</b>	<b>Justification</b>	<b>Preuves à documenter</b>

**b. Annexe 4.2 : Tableau d'identification des bonnes pratiques et des innovations du PLECO (document 2)**

Titre du projet	Zone/localisation	Acteurs	Début et durée	Objectifs	Stratégie/approche	Composantes
Oasis Micro-Basin Sand Invasion Control in the Gouré and Maine Regions (PLECO)	département de Gouré (communes de Gouré, Bouné, Guidiguir et Kellé) département de Maine-Soroa (commune de Maïné-soroa, N'Guel Beyli, Foulatari) et département de Goudoumaria (commune de Goudoumaria)	STD, COFO, Autorités administratives, Chefs de Contons, Chefs de groupements, Chefs de villages, COGERNAT	Depuis le début du projet	Améliorer les moyens de subsistance des populations dépendantes des ressources naturelles par la promotion et la démultiplication des interventions de gestion durable des terres à base communautaire (GDT) visant à protéger l'intégrité et l'amélioration de la productivité agro-sylvo-pastorale des écosystèmes micro-bassins.	Etudes, Formation, Implication, Synergie	1. mise en œuvre de la GDT au niveau local 2. renforcement des capacités en GDT 3. gestion des connaissances et lien aux politiques

**Tableau 1b-Contexte**

Contexte	Problèmes	Activités antérieures (en GDT dans la Zone)
Développement et sécurité alimentaire entravés par la dégradation du capital foncier du fait des facteurs anthropiques et naturels. Sécheresses récurrentes, surexploitation des ressources et faible capacité d'intensification des systèmes agro-sylvo pastoraux se conjuguent pour induire et accélérer la dégradation des terres	Erosion, ensablement des terres et cours d'eau, baisse de fertilité des sols  Lien entre pauvreté, vulnérabilité, dégradation des terres et insécurité alimentaire	<b>Fixation mécanique des dunes</b>

Tableau 2-Détails du projet

Composants	Activités	Principaux résultats	Difficultés rencontrées	Surprises / résultats non anticipés
<b>Composante1 :</b> <b>Amélioration des pratiques locales de gestion des terres et des écosystèmes</b>	<p><b>Décrire les activités (mots clefs)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Appliquer les pratiques éprouvées de prévention de l'ensablement et de stabilisation des dunes de sable ;</li> <li><input type="checkbox"/> Promouvoir des approches novatrices de gestion durable des ressources naturelles des cuvettes et bas-fonds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5030 ha de dunes fixés mécaniquement et biologiquement autour des cuvettes oasiennes</li> </ul>	<p><b>Manque en quantité suffisante de matière première de fixation de dune</b></p> <p><b>Insuffisance des ressources relativement au besoin de réhabilitation des terres dégradées</b></p>	
<b>Composante 2 :</b> <b>Renforcement des capacités institutions et des communautés locales pour la GDT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Appuyer les structures locales existantes aux niveaux communal et départemental</li> <li><input type="checkbox"/> Appuyer les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 94 sites pilotes d'expérimentation et de démonstration de bonnes pratiques compatibles à la GDT sont créés avec le plein engagement</li> </ul>	<p><b>Mobilisation de la population</b></p>	

	<p>cadres de concertation existants ou à créer à tous les niveaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Appuyer les commissions foncières ;</li> <li><input type="checkbox"/> Aider à concevoir de nouveaux mécanismes de financement de la LCE</li> <li><input type="checkbox"/> Développer les actions de sensibilisation, et d'IEC/CCC à l'endroit des communautés, etc.</li> </ul>	<p>des populations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 75% de la population rurale des 35 cuvettes prioritaires ont amélioré leurs connaissances pratiques en matière de GDT</li> <li>• 24 Comités locaux de gestion des ressources naturelles sont installés et formés</li> <li>• Renforcement des capacités des COFODEP et COFOB pour la sécurisation des sites traités</li> </ul>		
<p><b>Composante 3 :</b>  <b>Système de suivi des phénomènes d'ensablement et de dégradation des</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Appuyer le Centre National de Surveillance Ecologique et Environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un système de surveillance des dunes de sable et de la dégradation des</li> </ul>	<p><b>Difficulté de mobilisation des fonds pour réaliser le suivi à tant</b></p>	<p><b>Passage de 2 à 3 départements (Goudoumaria)</b></p>

terres	<p>ale CNSEE) dans le domaine de suivi de l'ensablement et de la GDT;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Mettre en place un système de suivi communautaire des dunes de sable et des terres dégradées ;</li> <li><input type="checkbox"/> Produire et diffuser de informations techniques et scientifiques pertinentes dans le domaine de l'ensablement et de la GDT.</li> </ul>	terres est créé par le Centre National de Surveillance Ecologique et Environnementale CNSEE).		
--------	---	---	--	--

**Table 3 – Critères et leçons/apprentissages**

Tout ce qui a eu une influence positive ou a contribué à l'atteinte d'une cible, telle que mesurée par un indicateur donné, est considéré comme un "aspect positif" dans la deuxième colonne.

De la même façon, tout ce qui a eu une influence négative ou a empêché d'atteindre la cible ou l'objectif, est considéré comme un «aspect négatif». La quatrième colonne doit être utilisée pour souligner tous les faits ou événements qui ont eu lieu ou qui vont se produire, mais pour lesquels nous ne savons

toujours pas comment et si ils ont été influencés par les activités du projet, et donc leur influence sur les résultats (ce sont les « surprises »). Certains événements qui sont connus et ont lieu dans un avenir immédiat peuvent être inclus ici (par exemple une prochaine élection de nouveaux responsables politiques (en lien avec la GDT), l'approbation d'une nouvelle loi, etc.),

**Critère 1-reproductibilité**

Indicateur	Aspects positifs	Aspects négatives	Aspects non connus
Disponibilité de ressources	<p><b>Revenu généré par le cash for work, utilisé pour la sécurité alimentaire et investit pour les AGR</b></p>	<p><b>Rareté des matériaux de traitement physique avec les ressources de proximité.</b></p> <p><b>Revenus temporaires</b></p>	
Implication des Autorités	<p><b>Les autorités administratives membres du Groupe technique régional GDT qui a un rôle d'orientation et d'harmonisation des activités dans les zones d'intervention</b></p>	<p><b>Le rôle des autorités coutumières n'a pas été clarifié dans ce processus</b></p>	
Accès à information & connaissance	<p><b>75% de la population rurale ont amélioré leurs connaissances pratiques en matière de GDT</b></p> <p><b>94 sites pilotes d'expérimentation et de démonstration de bonnes pratiques compatibles</b></p> <p><b>Le suivi écologique régulier a</b></p>		

	<b>permis de comprendre la dynamique de l'ensablement</b>		
Accès aux technologies			

### **Critère 2-Durabilité**

<b>Indicateur</b>	<b>Aspects positifs</b>	<b>Aspects négatifs</b>	<b>Aspects non connus</b>
Ex. Création de son propre revenu	<b>Génération des revenus à long terme liée à la gestion des cuvettes</b>		
Motivation et intérêt de la population	<b>Engagement très fort de la population pour les sites pilotes et le renforcement des capacités</b>		
Capacités en GDT	<b>Capacités en GDT renforcées</b>		
Documentation	<b>Existence de plusieurs documents/études sur la formation et l'information en GDT</b>		
Institutionnalisation	<b>Création de comité de gestion et de mise en œuvre du projet</b>		

Etc...			
--------	--	--	--

### Critère 3 -.Participation

Indicateur	Aspects positifs	Aspects négatifs	Aspects non connus
Ex. Réseautage, participation d'autres acteurs	<b>Forte implication d'autres institutions (CNSEE, UAM, DGEF, Comité scientifique, etc.)</b>		
Participation des femmes dans le projet	<b>Forte implication dans le projet (plus de 50%)</b>		
...			

### Critère 4 -.Impact environnemental

Indicateur	Aspects positifs	Aspects négatifs	Aspects non connus
Ex. Fertilité des sols	<b>Amélioration de la fertilité des sols grâce à la fixation des dunes, l'accroissement de la biomasse</b>		
Biodiversité	<b>Augmentation de la diversité biologique grâce à l'ensemencement des herbacées, la plantation et la régénération naturelle</b>		

Disponibilité d'eau dans les rivières ou aquifères	<b>Amélioration de la qualité des cuvettes en termes de potentiel productif</b>		
...			

**Critère 5– Impact socio-économique**

<b>Indicateur</b>	<b>Aspects positifs</b>	<b>Aspects négatifs</b>	<b>Aspects non connus</b>
Ex. niveau de vie	<b>Amélioration du niveau de vie suite à l'augmentation des revenus</b>		
Dignité, statut, satisfaction			
Revenu	<b>Augmentation du revenu</b>		
Migration			
...			

**Critère 6– Autre critère (important pour ce projet ?)**

<b>Indicateur</b>	<b>Aspects positifs</b>	<b>Aspects négatifs</b>	<b>Aspects non connus</b>

...			

**c. Annexe 4.3: Tableau d'identification des bonnes pratiques et des innovations du PASADEM (document 2)**

**Tableau 1a – Présentation du projet**

<b>Titre du projet</b>	<b>Zone / localisation</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Date de début et durée</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Stratégie/approche</b>	<b>Composants</b>
Agricultural and Rural Rehabilitation and Development Initiative (ARRDI)	terroirs villageois agro-sylvo-pastoraux (sites communautaires) au niveau de sept départements de la région de Maradi, avec l'introduction pour 2014 de cinq sites des terres à vocation agricole.	partenariat tripartite innovant avec le PAM et des ONG partenaires (AREN et Karkara)	<b>2012 (PPILDA) 4 ans</b>	Pour réduire la vulnérabilité des groupes défavorisés et contribuer à l'amélioration des conditions de vie. Complément FEM : Pour promouvoir la gestion durable des terres (GDT) et des ressources naturelles	<b>Approche faire-faire par des opérateurs</b> <b>Contrôle de qualité par le service de l'environnement</b> <b>Municipalités partenaires dans la mise en œuvre</b>	1. promouvoir la GDT/GRN dans la planification des programmes de développement au niveau départemental et local 2. renverser la tendance de dégradation des terres par des investissements sur les terrain dans des sites agro-écologiques clefs

				dans la région de Maradi	<b>Elevage sites pastoraux</b>	3. Promouvoir l'agriculture de conservation et des alternatives de création de revenu environ mentalement positives
--	--	--	--	--------------------------	--------------------------------	---

**Tableau 1b-Contexte**

Contexte	Problèmes	Activités antérieures
<p>Pays au trois quart en zone aride et semi-aride. Dégradation de terres aggravées par des conditions climatiques difficiles, une croissance forte de la pop (3% par an) et un capital foncier fertile limité</p> <p>Cadre législative et politique existant pour la GDT mais mise en œuvre faible en raison du manque de financement et la difficulté de mobiliser des fonds.</p> <p>Maradi, est la région la plus peuplée du pays avec 53.5 habitant / km<sup>2</sup> (moyenne nationale 8.7 habitants/ km<sup>2</sup>) et 20 % de la population concentrée sur 3 % du territoire (5maradi) et pop en forte croissance.</p>	<p>Erosion, ensablement des terres et cours d'eau, baisse de fertilité des sols</p> <p>Lien entre pauvreté, vulnérabilité, dégradation des terres et insécurité alimentaire</p>	<p>Régénération naturelle sur trois terroirs villageois</p> <p>Mise en valeur des terres pastorale par PPILDA</p> <p>PPILDA couvert 60 villages (régénération naturelle)</p> <p>PASADEM à un objectif de 90.000 ha à réaliser.</p> <p>Passer à l'échelle les bonnes pratiques de PPILDA (demi-lune et banquettes pastorales, de 200 ha à 6.000 ha)</p> <p>De nouveau : stratégie de passage à l'échelle apportée par PASADEM.</p> <p>D'autres activités additionnelles</p>

**Tableau 2-Détails du projet (partiellement avant)**

Composants	Activités	Principaux résultats	Difficultés rencontrées	Surprises / résultats non anticipés
1. promouvoir la GDT/GRN dans la planification des programmes de	<b>Réalisation de diagnostic communautaire (18</b>	<b>Plan d'investissement GDT pour 18 terroirs</b>	<b>Problématique GDT sont passés sous silence</b>	

Composants	Activités	Principaux résultats	Difficultés rencontrées	Surprises / résultats non anticipés
développement au niveau départemental et local	<b>terroirs)</b> <b>Révision des PDC pour intégrer la GDT</b>	<b>18 PDC revus intégrant la GDT</b>	<b>(Maitrise du diagnostic GDT)</b>  Niveau d'instruction des conseillers municipaux (recours à des personnes ressources)	
2. renverser la tendance de dégradation des terres par des investissements sur les terrain dans des sites agro-écologiques clefs	<b>Récupération des terres dégradées</b>  <b>Lutte contre le sida cordifolia</b>  <b>Promotion de la régénération naturelle assistée</b>  <b>Fonçage de puits pastoraux</b>	<b>7.726 ha restaurés sur 23 sites</b> <b>Sécurisation foncière des sites</b>  <b>7.387 ha restaurés</b>  <b>82.000 ha de réalisation</b>  <b>6 puits foncés</b>	<b>Violation de la mise en défens</b>  <b>Limite du volontariat dans la gestion communautaire des sites</b>  <b>Ré-infestation des sites par les animaux transhumants</b>   <b>Les coupes frauduleuses</b>  <b>Incompréhension forestiers et exploitants dans l'application des textes</b>   <b>Tentative d'appropriation de ces puits par les notables</b>	<b>Production des semences pastorales devenue une activité génératrice de revenus</b>  <b>Dissémination des espèces fourragères dans le terroir (sur 7 km)</b>  <b>Vente de la paille (création de valeur ajoutée)</b>  <b>Marché rural de bois</b>  <b>Partage des connaissances à travers l'accueil des visiteurs de divers horizons</b>

Composants	Activités	Principaux résultats	Difficultés rencontrées	Surprises / résultats non anticipés
			locaux	
3. Promouvoir l'agriculture de conservation et des alternatives de création de revenu environ mentalement positives	<b>Financement des micro-projets d'AGR respectueuses de l'environnement</b>  <b>Appui à l'agriculture de conservation</b>  <b>Module de formation autour des techniques d'intensification agricoles</b>	<b>Dizaine d'activités financées</b> <b>5 en préparation</b>  <b>1.300 ha de zai et demi-lune agricole</b>  <b>52 champs écoles et 35 en cours</b>	<b>Retard dans l'identification des activités à mettre en œuvre</b>  <b>Capacité de gestion financière des groupements</b>	

**Table 3 – Critères et leçons/apprentissages** (à compléter pour chaque projet pendant la réunion)

Tout ce qui a eu une influence positive ou a contribué à l'atteinte d'une cible, telle que mesurée par un indicateur donné, est considéré comme un "aspect positif" dans la deuxième colonne.

De la même façon, tout ce qui a eu une influence négative ou a empêché d'atteindre la cible ou l'objectif, est considéré comme un « aspect négatif ». La quatrième colonne doit être utilisée pour souligner tous les faits ou événements qui ont eu lieu ou qui vont se produire, mais pour lesquels nous ne savons toujours pas comment et si ils ont été influencés par les activités du projet, et donc leur influence sur les résultats (ce sont les « surprises »). Certains événements qui sont connus et ont lieu dans un avenir immédiat peuvent être inclus ici (par exemple une prochaine élection de nouveaux responsables politiques (en lien avec la GDT), l'approbation d'une nouvelle loi, etc.),

**Critère 1-reproductibilité**

Indicateur	Aspects positives	Aspects négatifs	Aspects non connus
Ex. Disponibilité de	Possibilité de développer des	Risques potentiels de conflits	

ressources	<b>activités de GDT</b> <b>Développer des activités et générer des ressources</b>		
Implication des autorités	<b>Bonne mobilisation communautaire</b> <b>Facilite l'appropriation de l'activité</b>	<b>Nécessité de disposer des ressources pour la prise en charge des autorités</b> <b>Récupération politiques des actions</b>	<b>Mobilité des autorités qui nécessite un renforcement continu des capacités</b>
Accès à information & connaissance	<b>Meilleure partage des connaissances</b> <b>Emergence d'expertise locale</b> <b>Renforcement des capacités des services techniques</b> <b>Mobilisation des acteurs autour de la GDT</b>	<b>Récupération de certaines réalisations par des individus (risques de dérives de certains acteurs)</b>	<b>Synergie entre les intervenants et création de réseaux autour des actions</b>
Accès aux technologies ...	<b>Amélioration de l'adoption des techniques de GDT</b>	<b>Mauvaise utilisation de la technologie (risque de dégradation de l'environnement)</b>	

## Critère 2-Durabilité

Indicateur	Aspects positives	Aspects négatifs	Aspects non connus
Ex. Création de son propre revenu	<p><b>Développement AGR</b></p> <p><b>Amélioration des capacités de production</b></p> <p><b>Meilleure protection de la ressource</b></p>	<p><b>Risque d'accaparement des ressources communautaires par quelques individus</b></p>	
Motivation et intérêt de la population	<p><b>Engagement des populations pour la réalisation des activités de GDT</b></p> <p><b>Bonne appropriation et sécurisation des investissements</b></p>	<p><b>Ressources limitées par rapport aux attentes des populations</b></p>	<p><b>Développement des initiatives</b></p>
Capacités en GDT	<p><b>Respect des normes dans la mise en œuvre des activités</b></p> <p><b>Développement de l'offre locale de services</b></p>		
Documentation	<p><b>Capitalisation des expériences</b></p> <p><b>Partage des connaissances</b></p>	<p><b>Faible diffusion des documents produits</b></p>	
Institutionnalisation	<p><b>Concertation entre les</b></p>	<p><b>Difficultés de mobilisation des</b></p>	

	<b>acteurs de la GDT</b> <b>Intégration de la GDT dans la planification locale et régionale</b>	<b>ressources</b>	
Etc...			

### **Critère 3 -.Participation**

<b>Indicateur</b>	<b>Aspects positives</b>	<b>Aspects négatifs</b>	<b>Aspects non connus</b>
Ex. Réseautage, participation d'autres acteurs	<b>Echanges d'expériences</b> <b>Economie d'échelle</b>		
Participation des femmes dans le projet	<b>Promotion du leadership féminin</b> <b>Renforcement de la capacité de résilience des femmes vulnérables</b>	<b>Contrôle conduisant à des conflits entre homme et femme</b>	<b>Renforcement de la position sociale des femmes</b>
	<b>(Méthode d'identification HEA des ménages)</b>		

### **Critère 4 -.Impact environnemental**

<b>Indicateur</b>	<b>Aspects positifs</b>	<b>Aspects négatifs</b>	<b>Aspects non connus</b>
Ex. Fertilité des sols	<b>Dans les deux types de sites</b>	<b>Non respect des normes</b>	

	<p>(pastoral et agricole), la fertilité des sols a été obtenue (pas d'analyse de sols)</p> <p>Accroissement des matières organiques</p> <p>Accroissement de l'acacia radiana par rapport à l'azote fourni</p> <p>Sur les terres agricoles, apport de fumure organique (compost) sur le zaï essentiellement</p>	<p>techniques (pente et profondeur des trous) a conduit à de mauvais résultats</p> <p>Non respect des quinconces en raison d'un mauvais encadrement</p>	
Biodiversité	<p>Retour de plusieurs espèces d'herbacées qui ont disparu</p> <p>Retour de la petite faune (lièvres, reptiles, insectes, écureuil)</p>	Prédateurs comme les lièvres et les écureuils	<p>Nécessité d'un suivi écologique pour comprendre les dynamiques de développement de la biodiversité</p> <p>Un partenariat scientifique est nécessaire pour ce suivi écologique</p>
Disponibilité d'eau dans les sites aménagés	Amélioration significative du stock d'eau (pas de suivi en profondeur)		Une équipe technique (partenariat avec l'université) pour l'évaluation des dynamiques hydrologiques sur les sites aménagés ?
...			

### Critère 5– Impact socio-économique

Indicateur	Aspects positifs	Aspects négatifs	Aspects non connus
Ex. : niveau de vie	<p>Accroissement significatif du niveau de vie à travers d'une part celui des revenus et d'autre part celui du paquet d'activités génératrices de revenus</p> <p>La malnutrition infantile est jugulée</p> <p>Les économies capitalisées autour des sites</p> <p>Capacité d'investissement accrue, sauvegarde du potentiel productif</p>	Refus de l'autonomisation, développement de l'esprit d'assisté	Indisponibilité de la main d'œuvre agricole du fait de la réduction de la vulnérabilité des ménages qui offrent des services
Dignité, statut, satisfaction	<p>Statut social amélioré significativement, dignité retrouvée et satisfaction totale des bénéficiaires directs</p> <p>Acquisition de moyens de déplacement</p>		
Revenu	<p>Accroissement significatif et rapide des revenus</p> <p>Capitalisation en accroissement rapide</p>		

Migration	Réduction significative des migrations des jeunes confirmées par les populations  90% des jeunes ne vont plus en exode		Contraception pratiquée indirectement qui a un effet sur la croissance démographique
...			

**Critère 6– Autre critère (important pour ce projet ?)**

Indicateur	Aspects positives	Aspects négatifs	Aspects non connus
...			

**d. Annexe 4.4 : Tableau d'identification des bonnes pratiques et des innovations du PAC II (document 2)**

**Données non disponibles**

**Annexe 5: Rapport de mission dans les régions de Maradi et de Zinder**

**Voir document joint**